title : Tapuscrits divers (1971-1979)

# [ddr19710429dhcz] Réception du doctorat *honoris causa* à Zurich (29 avril 1971)[[1]](#footnote-1)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19710429dhcz_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Monsieur le Recteur, Messieurs les Doyens,

Il m’est un peu difficile de m’adresser à vous au nom des deux autres collègues que vous honorez aujourd’hui, car si leurs compétences scientifiques ou pédagogiques les désignent clairement à votre choix, on ne saurait en dire autant de mon apport à la science juridique, dont je ne crains pas d’avouer qu’il est pratiquement nul.

Il m’est arrivé de jouer avec l’idée qu’il pourrait être bien agréable, et littéralement merveilleux qu’un titre de docteur honoris causa confère d’un seul coup à celui qui le reçoit toute la science qu’il n’a pas apprise dans telle ou telle branche, un peu comme cela se produit, paraît-il, lorsqu’on injecte des cellules d’animaux bien dressés à des individus de la même espèce tout à fait ignorants, et qui se réveillent savants après l’opération, dotés de la mémoire d’un autre ! Cela viendra pour l’homme aussi, dans une ou deux générations, mais je pense qu’il y aura tout lieu de le regretter. Un savoir reçu sans effort et passivement représenterait une sérieuse atteinte à l’intégrité de la personne. Car, après tout, un homme ne se définit-il pas autant par ses ignorances plus ou moins délibérées que par ses connaissances méthodiquement acquises ? La nature de ses ignorances ne fait-elle point partie de sa personne, de son mode d’appréhension du réel, et finalement, de ce qu’il apporte d’unique au monde ?

Par bonheur, je me trouve honoré par une faculté qui n’est pas seulement « de droit » mais qui est aussi une *Staatswissenschaftliche Fakultät*, et bien que le second terme soit mal traduisible dans ma langue, il me rassure, je commence à mieux voir… Vu sous l’aspect de la science politique, votre geste revêt d’abord une portée *confédérale*, et ensuite, et au-delà, il suppose et désigne [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19710429dhcz_02.jpg/full/full/0/default.jpg) un horizon *européen*.

Les circonstances historiques, depuis une quarantaine d’années, m’ont amené à beaucoup réfléchir sur nos types suisses de communauté, à partir des *Gemeinden* ou *universitates* primitives qui commandaient les abords septentrionaux du Gothard, et qui furent un dernier écho du mouvement des communes lombardes dans un milieu rural encore tout imprégné de droit germanique, communautaire et pluraliste.

J’ai beaucoup écrit et parlé là-dessus. Et finalement, j’ai découvert que toutes mes idées sur la Suisse, sur sa formation et sur ses formules politiques m’avaient mené à l’idée d’union du continent — et que mon utopie de l’Europe n’était rien d’autre, en dernière analyse, que la réalité de la Suisse !

Ainsi votre geste, Messieurs, se trouve revêtir également une certaine signification européenne. Ce qui me le rend particulièrement émouvant, c’est qu’il provienne de l’université qui, en 1946, offrit à Winston Churchill la tribune d’où il allait lancer son appel aussitôt célèbre à l’union des Européens « dans les ruines de leurs villes et leurs foyers », appel qui joua un si grand rôle à la naissance du mouvement européen. Churchill invitait la France et l’Allemagne à se prendre par la main, la Grande-Bretagne jouant le rôle d’une marraine bienveillante mais pas dupe. Son discours eut l’effet paradoxal d’accélérer la formation de l’Europe tout en retardant jusqu’à ce jour l’adhésion britannique aux Six.

Entre l’Europe unie qu’il appelait de ses vœux et l’avenir de son propre pays, Churchill ne voyait pas de continuité logique.

Qu’en est-il aujourd’hui de la Suisse et de l’Europe, et de la continuité logique de l’une à l’autre ?

J’entends dire bien souvent, et plus souvent encore j’entends que l’on pense sans le dire : — notre petite Suisse ne [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19710429dhcz_03.jpg/full/full/0/default.jpg) va-t-elle pas se perdre dans l’Europe unifiée des technocrates ?

À cette question, qui est bien plutôt l’expression d’une angoisse réelle qu’une objection de nature politique, je voudrais répondre deux choses : — Je ne crois pas que l’Europe se fera jamais par la coalition de nos États-nations, formule désastreuse pour la Suisse ; mais je crois que la seule Europe qui a des chances de se réaliser sera l’Europe fédéraliste, *helvétisée*.

Je ne crois pas à l’alliance de nos États-nations, parce qu’on ne peut pas fonder l’union sur l’obstacle par excellence à toute union qu’est la souveraineté absolue, mythe hérité des monarchies de droit divin. Je ne crois pas aux promesses des ministres qui nous annoncent depuis plus de vingt ans leur intention de faire l’Europe sans sacrifier leurs souverainetés. Je ne crois pas à cette amicale des misanthropes ! C’est une chose que l’on peut écrire mais qu’on ne peut faire, car ou bien vous formez une amicale, mais alors vous n’êtes plus des misanthropes, ou bien vous restez misanthropes, mais alors l’amicale est exclue.

Je ne souhaite nullement l’adhésion de la Suisse à quelque Europe des États unifiés par des ministres ou par des technocrates. Le vrai problème me paraît être *l’adhésion de l’Europe à la Suisse*, l’adhésion des Européens à la formule fédéraliste qui a fait la Suisse et qui demeure sa raison d’être. En d’autres termes : je ne crains rien pour l’avenir de la Suisse en Europe, étant bien convaincu que l’avenir de l’Europe ne saurait être qu’helvétique !

Si ces paroles vous semblent trop hardies, voire téméraires, permettez-moi de les appuyer sur l’autorité, on ne peut plus opportune en l’occurrence, d’un homme qui fut à la fois un grand juriste, un grand Européen, et un grand Zurichois, je veux parler de Johann Caspar Bluntschli.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19710429dhcz_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Décrivant ce qu’il appelait le « caractère international de la nationalité politique des Suisses », il écrivait en 1875 :

Dadurch hat die Schweiz in ihrem Bereiche Ideen und Prinzipien geklärt und verwirklicht, welche fur die ganze europäische Staatenwelt segensreich und fruchtbar, welche bestimmt sind, dereinst auch den Frieden Europas zu sichern… Wenn dereinst das Ideal der Zukunft verwirklicht sein wird, dann mag die internationale Schweizernationalität in der grösseren europäischen Gemeinschaft aufgelöst werden. Sie wird nicht vergeblich und nicht unrühmlich gelebt haben.

Sur quoi Bluntschli propose un modèle d’union européenne dirigée par un conseil fédéral et un sénat représentant les peuples, et il conclut avec une sobriété tout helvétique :

Dieser neue Vorschlag einer europäischen Bundesverfassung ist nicht glänzend und nicht ungewöhnlich, er ist nüchtern und bescheiden ; aber indem er sich an die realen Mächte hält und diesen die Erfüllung der hoheren idealen Aufgaben anvertraut, ist er, wie ich hoffe, eher ausführbar und wirkungsvoller als die früheren Pläne…

Chers amis zurichois, si je puis me dire patriote suisse, c’est peut-être dans la mesure où ces phrases de Bluntschli me touchent.

Sobriété, efficacité, réalisme, au service de solidarités plus vastes, qui nous unissent, mais nous incitent aussi à dépasser l’égoïsme inhérent à toute union : voilà le meilleur de la tradition suisse, nulle part plus sensible à Zurich que dans votre université.

C’est cet esprit qui donne tout son prix aux distinctions que vous venez de nous conférer, et pour lesquelles, au nom de mes deux collègues comme du mien, c’est un honneur pour moi de vous exprimer notre profonde reconnaissance.

# [ddr19730300cn] De la « culture nationale » (mars 1973)[[2]](#footnote-2)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19730300cn_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Le véritable sens du mot nation, avant que le xixe siècle ne l’ait étatisé, était donné par des réalités ethniques et linguistiques. Respecter les « personnalités nationales », c’était donc proprement respecter les nationalités de la Bretagne et de l’Écosse, du Pays basque et du Pays de Galles, de la Catalogne, de l’Alsace, etc. Or, les États-nations français, espagnol et anglais, qui insistent tant pour qu’on respecte leur « personnalité » officielle, se sont formés précisément au mépris de la personnalité authentique des petites nations qu’ils ont unifiées par coups de force. Ils n’ont guère d’existence qu’administrative dans les faits, que scolaire dans les esprits.

Les États-nations en tant que tels n’ont rien apporté de valable à la culture qui a fait la force et la grandeur de l’Europe. Au xixe siècle qui les a vus naître et s’imposer à tout le continent — avant d’être imités de nos jours par le tiers-monde —, tout ce qui compte pour l’esprit refuse de compter avec aucun d’eux. Ce n’est pas le Danemark qui compte pour Kierkegaard ou qui nous intéresse à lui. Nietzsche maudit le « nationalisme bovin » de nos pays, il n’y voit qu’une maladie d’esprits fatigués, il refuse de vivre en Allemagne, exalte les moralistes français et la musique de *Carmen* contre les pangermanistes et Wagner. Rimbaud ne veut rien devoir à la France, souhaite que son Ardenne natale soit occupée par les Prussiens, et la fuit, l’injure à la bouche, pour aller n’importe *où* ailleurs ; et ce qu’il regrettera — il l’a prédit — ce n’est pas sa nation, mais l’Europe — « l’Europe aux anciens parapets ». Ceux qui, au contraire, disent tout devoir à leur État-nation, ne sont jamais ceux qui l’illustrent, ce sont les Déroulède et les Détaillé, non les Baudelaire et les Courbet.

S’il est vrai que les diversités, voire les contradictions de notre culture, ont été le ressort de notre histoire, elles ne doivent rien à nos États-nations modernes.

La « personnalité » de nos États-nations, qu’elle soit hexagonale ou insulaire, en forme de botte ou de peau de taureau, est finalement la moins sociable de toutes celles qui prétendent à notre respect. À vouloir l’invoquer pour retarder l’union, on court le risque de la faire apparaître aux yeux des peuples comme un facteur, non de *diversité* féconde, mais de *division* anarchique du continent au seul profit de [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19730300cn_02.jpg/full/full/0/default.jpg) l’unification impérialiste des régions. Qu’en est-il de nos vraies diversités ? Je proposerai là-dessus deux observations faciles à vérifier.

1. Chacun de nos pays a un nord et un midi, dans chacun l’on trouvera des croyants et des incroyants, des hommes de gauche et des hommes de droite, des romantiques-surréalistes et des classiques plus ou moins conformistes, des progressistes et des conservateurs. Or je mets en fait que, dans la plupart des cas, les hommes de gauche (ou de droite) de pays différents se ressembleront davantage et s’entendront mieux entre eux qu’ils ne s’entendent avec les hommes de droite (ou de gauche) de leur propre nation ; que les surréalistes d’un pays s’accorderont mieux avec les surréalistes de l’étranger qu’avec les conformistes de leur propre nation ; et ainsi de suite. Ce ne sont pas nos appartenances nationales qui nous diversifient vraiment, c’est la pluralité des écoles de pensée et des styles de vie qu’on retrouve à divers degrés dans toutes nos nations. Supprimez les frontières nationales, vous n’appauvrirez en rien l’Europe une et diverse.

2. La création culturelle en Europe est d’autant plus riche et intense qu’elle est moins centralisée et que ses foyers sont plus nombreux. Au Moyen Âge, ces foyers de création sont les universités — de Bologne à Oxford, de Coimbra à Cracovie et de Tolède à Prague ; à la Renaissance, les cités du nord de l’Italie, des Flandres, de la Bourgogne et de la Rhénanie. On sait le rôle merveilleusement fécondant de petites villes comme Tübingen, Iéna, Weimar ou Dresde dans l’Allemagne romantique des Hegel, des Schelling, des Hölderlin et des Humboldt, au moment même où Napoléon faisait de la France un désert culturel en mobilisant à Paris tous les esprits distingués qu’il n’avait pas bannis.

Le grand secret de la vitalité inégalée de notre culture européenne, il est dans cette interaction perpétuelle des grands courants continentaux, qui établissent une unité vivante et dynamique, et des foyers locaux de création, qui sans cesse remettent en question et renouvellent les données communes.

Or dans ce jeu entre les grands courants et les foyers locaux, entre l’unité et la diversité, il faut bien constater que l’échelon national ne joue aucun rôle, est simplement omis, inexistant.

Ce qui s’oppose à l’union de l’Europe et à la formation d’une conscience commune — condition préalable de tout civisme européen — c’est le nationalisme, sous-produit de la culture, puisqu’il a été propagé par l’école et ses manuels depuis le milieu du xixe siècle, présentant l’Europe comme un puzzle de nations et sa culture comme l’addition d’une vingtaine de « cultures nationales » bien distinctes, autonomes et rivales.

Cette conception n’est pas seulement responsable des guerres absurdes, justifiées aux yeux des masses par le chauvinisme culturel — les Français de 1914 croyaient défendre la Civilisation contre les Allemands qui croyaient défendre leur Kultur —, elle se dissipe comme brume au soleil à la lumière de l’Histoire, et particulièrement de l’histoire des arts, de la peinture et de la musique.

# [ddr19730513ee] Une éducation européenne (13 mai 1973)[[3]](#footnote-3)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19730513ee_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Le sort de l’an 2000 se joue dans nos écoles, pour autant qu’il n’est pas déjà compromis par les conséquences, peut-être irréversibles, d’une croissance urbaine incontrôlée, de la pollution de notre planète, et du bétonnage systématique du sol sacré de nos patries, que, par une incroyable étourderie, nous ne défendons qu’aux frontières, — là justement où personne ne les attaque plus.

Nous ne ferons jamais l’Europe sans un immense effort d’éducation des futurs citoyens européens.

Dans cet esprit, j’ai accepté la charge de provoquer et d’animer les débats de la commission sur « *une éducation européenne* ».

Il m’a paru que ce titre avait deux sens possibles : 1° une éducation à l’européenne, spécifiquement européenne, et 2° une éducation pour l’Europe.

J’ai soumis à la commission la thèse suivante : *l’éducation européenne (en tant que telle) va de* l’initiation *à* l’initiative.

Alors que dans les civilisations traditionnelles et dans les régimes totalitaires, toute l’éducation se résume dans un immense catéchisme, et dans l’apprentissage des règles et des réponses, l’éducation européenne comporte *aussi* un apprentissage de la *mise en question* des règles elles-mêmes, un entraînement de *l’esprit critique*.

Son rôle est donc double : d’une part *initier* l’enfant et l’adolescent aux règles et au savoir accumulé du passé, d’autre part, le préparer à prendre des *initiatives* personnelles.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19730513ee_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Or, du fait que le passage de l’initiation à l’initiative s’opère par l’esprit critique, il résulte que les chances d’accord sur un type idéal d’éducation sont très faibles, et c’est bien ce qui s’est amplement vérifié dans notre commission ! Cela ne facilite pas la tâche d’un président, mais c’est normal et somme toute réjouissant : car si nous tombions tous d’accord sur *le* type idéal, exclusif et par conséquent obligatoire d’éducation, il ne s’agirait plus d’une éducation européenne, mais d’un endoctrinement totalitaire !

Mais « éducation européenne » peut signifier aussi : *éducation pour l’Europe*. Ici, la question immédiatement posée a été la suivante : éducation *pour quelle Europe* ?

On peut imaginer de nombreux types d’union, allant des États-Unis centralisés à la fédération la plus souple : tous, quels qu’ils soient, se heurtent à l’obstacle majeur que constitue l’*État-nation*, tel que l’a créé Napoléon, en vue de la guerre, et tel que l’ont imité dans le monde entier, avec des bonheurs variables, plus de cent-vingt États, ce qui est beaucoup, depuis un siècle et demi, ce qui n’est rien au regard de l’histoire humaine.

À partir de là, nos débats se sont orientés vers des conclusions positives.

Nous nous sommes tous trouvés d’accord pour condamner le *nationalisme*, dont l’école aux trois degrés a été la principale propagandiste depuis un siècle. Et pour demander que l’enseignement de l’histoire, de la géographie, de l’économie et de l’instruction civique ne soit plus enfermé dans le cadre national et dans ses mythes, mais parte des réalités quotidiennes, qui vont de la commune et de la région à la communauté continentale — du local à l’universel.

Mais nous avons été d’accord, aussi, pour récuser toute espèce de nationalisme européen, et pour demander *au contraire* [p. 3] que les Européens prennent conscience de leurs responsabilités à l’égard du monde, et de la nécessité de s’unir *précisément* pour faire face à ces responsabilités.

Nous avons tous été d’accord pour déclarer que l’éducation civique comporte une éducation écologique, et commence par le respect de l’environnement.

Enfin, il a été suggéré — et approuvé — que la meilleure formation du citoyen est beaucoup moins celle qu’on lui donne par l’enseignement que celle qu’il acquiert en l’exerçant, — par une participation effective aux affaires publiques. Et voilà qui suppose, à mon sens, une fédération européenne basée sur les régions, elles-mêmes basées sur les communes, c’est-à-dire sur le cadre naturel de toute participation civique.

Pour certains, c’est une pure utopie : l’État-nation, disent-ils, est encore un obstacle inébranlable, soyons « réalistes », acceptons-le.

Pour d’autres, les plus jeunes, l’État-nation n’existe plus. Pourquoi lutter contre un fantôme du passé ?

Pour moi, l’État-nation reste un mythe formidable, et la tâche politique de cette fin de siècle, et de toute l’éducation européenne, est de nous préparer à le dépasser.

Oui, les obstacles sont réels, mais le vrai « *réalisme* » est dans la volonté de les surmonter.

# [ddr19740304fwa] « La vraie défense du territoire national » (soutien à l’initiative de Franz Weber contre les autoroutes) (4 mars 1974)[[4]](#footnote-4)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19740304fwa_01.jpg/full/full/0/default.jpg) 1. Je ne suis pas un spécialiste des autoroutes, ni un ingénieur de la circulation, ni un technicien. Alors ?

Alors, j’ai tout de même accepté, sans hésiter, de venir soutenir l’action de Franz Weber. J’y ai même vu un devoir civique.

Car les autoroutes, quoi qu’on vous en dise, ce n’est pas un problème technique, c’est un problème civique, qui nous concerne *tous* : pas seulement nos impôts, mais nos droits civiques, et pas seulement l’environnement mais ce qu’on nous a toujours appris à vénérer, dès l’école primaire, comme « le sol sacré de la patrie ».

Depuis longtemps je suis frappé par une situation tragi-comique où je nous vois plongés en toute inconscience : pendant que notre armée se tient fin prête à garder la Suisse aux frontières et à défendre jusqu’à la mort « le sol sacré » qu’aucun de nos voisins n’a la moindre intention de violer, pendant ce temps, l’intérieur du pays, c’est-à-dire le pays tout entier, est livré aux pelles mécaniques et bulldozers, défoncé, déboisé, saigné de tranchées béantes, bétonné jusqu’à l’os. Ce « visage aimé de la patrie », qui va le défendre contre ses vrais ennemis, contre ceux qui le défigurent et qui le strient de grandes balafres inguérissables ?

Les citoyens ? Ils ont encore le droit de se plaindre, mais on ne les écoute même plus. Les communes ? Les conseils d’État les écoutent parfois avec une attention apitoyée, puis leur expliquent qu’ils ne peuvent rien pour elles. Car tout dépend du Conseil fédéral, dès que l’objet en litige est assez grand, comme autoroutes, centrales nucléaires, achat de Mirages ; et derrière [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19740304fwa_02.jpg/full/full/0/default.jpg) le Conseil fédéral il y a les experts fédéraux, les fonctionnaires et les agences spécialisées dont les arrêts sont en fait tout-puissants, sur lesquels nous, citoyens, ne pouvons rien, — puisqu’ils sont nommés et non pas élus, par suite inamovibles quoiqu’ils fassent.

Voilà l’état de notre démocratie. Les grands objets de la vie publique lui échappent des yeux, et dans ce domaine, nous vivons pratiquement sous la dictature des fonctionnaires fédéraux.

2. Mais gardons-nous de protester contre ces fonctionnaires comme si c’étaient de mauvaises gens animés d’intentions perverses. Ce serait méconnaître absolument le sérieux de notre situation. Car leur force est le produit de nos inerties civiques, leur pouvoir naît de nos démissions, et celles-ci de nos trop longues complaisances, et des superstitions que nous avons trop longtemps partagées à l’égard du « progrès industriel » et de sa publicité, des « miracles de la technologie » et du « dogme de la croissance ».

Idoles et faux dieux que tout cela, à quoi nous sommes tous coupables d’avoir cru, par routine et facilité. Depuis des années, on a tout fait pour nous persuader que tout cela était inévitable, nécessaire, vital, que cela répondait aux « nécessités économiques », aux « besoins de la défense nationale », au rythme irréversible du progrès qu’on n’arrête pas, aux « impératifs de la technique », et autres « fatalités » inventées de toutes pièces pour les besoins du profit industriel, et pour nous convaincre que nous, simples citoyens, étions totalement impuissants devant cette évolution fatale. Et nous n’avons pas osé dire, pas osé voir, même, que c’étaient là autant de mensonges !

On nous a dit par exemple : « La consommation d’électricité double tous les dix ans (on me disait même sept ans, à Bruxelles !). [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19740304fwa_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Le déficit en énergie sera de 20 % dans dix ans, *donc*, il est absolument nécessaire de faire des centrales nucléaires. » Mais il est faux que la consommation d’électricité puisse encore doubler tous les dix ans ; les producteurs essaient de nous faire prendre leurs désirs pour des réalités. Ils parlent de prospective et ne font que du marketing. Il suffirait que nous décidions de nous éclairer aux bougies pour que toutes leurs prévisions et « nécessités techniques » tombent d’un coup. Ou simplement, si nous cessions de gaspiller. Impossible, disent nos journaux : le public refuse de s’imposer la moindre discipline contre le gaspillage. Or, le conseiller fédéral Brugger annonçait l’autre jour que depuis l’automne dernier, le peuple suisse a fait 20 % d’économie sur l’énergie. Tiens ! c’est justement ce 20 % qu’on nous affirmait qui devait manquer et qui justifiait la construction des centrales nucléaires…

Autre exemple : On nous dit, et on va dire à Franz Weber : « *Des problèmes tels que celui des autoroutes sont trop complexes, trop techniques, pour être soumis au vote populaire*. Si on avait dû voter sur des objets de cette importance et complexité, au cours des vingt dernières années, il n’y aurait pas une seule autoroute en Suisse ! et demain, pas une seule centrale nucléaire. »

Eh oui, c’est probablement vrai, mais est-il vraiment démontré que ce serait un mal ? Beaucoup d’autres choses seraient impossibles si on les soumettait au vote : par exemple les guerres !

En réalité, il faut bien voir que plus les problèmes de la vie publique sont importants — plus leur objet est grand, cher, et dangereux — plus ils échappent aux décisions de l’ensemble des citoyens *qu’ils concernent pourtant vitalement* !

Mais je le répète : quoi qu’on nous dise pour nous impressionner et pour nous empêcher d’intervenir à temps, sur le caractère hautement technique de ces problèmes, il s’agit-là de notre [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19740304fwa_04.jpg/full/full/0/default.jpg) *affaire* à tous, en tant que citoyens et en tant qu’hommes.

Il s’agit pour nous aujourd’hui d’opérer un choix décisif entre le dogme de la croissance à tout prix (au nom duquel on voudrait paralyser le peuple) et nos vraies libertés, nos vraies finalités.

Il s’agit d’échapper, pendant qu’il en est temps, au cercle vicieux de la *croissance illimitée*, qui explique toute l’affaire des autoroutes.

Voici cet enchaînement :

Au début du siècle, il y a des machines nouvelles, les automobiles, que Ford essaie de vendre au public, et il reconnaît que « personne ne semble en avoir besoin ». Alors, par la publicité, Ford *crée ce besoin* entre les deux guerres. À mesure que la population augmente, il faut plus d’autos. Quand il y en a trop pour les routes ordinaires, il faut construire des autoroutes. Mais les autoroutes font encore augmenter la production d’automobiles — 13 millions par an, aux USA seulement, en 1972. Il faut donc toujours plus de pétrole, toujours plus cher, qui enrichit toujours plus les États (par le fisc) et les compagnies pétrolières — jusqu’au point où les intérêts en jeu sont devenus si grands, que désormais *c’est à eux que l’homme doit s’adapter* !

On en vient à cette phrase inoubliable du président Pompidou, à propos de la route express qui obligera à anéantir les célèbres berges de la Seine : « Il est temps que Paris s’adapte à l’automobile ! »

Hélas, ce ne sont pas seulement nos villes, mais *nos vies* qui devraient, nous dit-on, s’adapter de la sorte aux prétendus « impératifs de l’industrie automobile ». Au nom desquels on veut nous imposer toujours plus d’autoroutes, qui vont durer des siècles, alors que chacun sait aujourd’hui qu’il n’y a plus de pétrole que pour trente ans, donc que d’ici trente ans il n’y aura plus d’autos [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19740304fwa_05.jpg/full/full/0/default.jpg) du type pour lequel on construit nos autoroutes, qui n’en seront pas moins indestructibles, et qui auront détruit sous elles des centaines de milliers d’hectares d’humus qu’il faudra des centaines de milliers d’années pour refaire… (Même jeu pour les centrales nucléaires : on nous dit qu’elles donneront dans vingt ans de quoi combler 20 % de nos besoins, après quoi on passera à d’autres procédés, mais on aura fabriqué pendant ce temps plusieurs tonnes de plutonium, dont la période mortelle est de 24 000 ans !)

Telles sont les vraies dimensions du problème.

Qu’on ne nous dise plus que ce n’est pas notre affaire d’en juger !

Exigeons, pendant qu’il en est temps, les moyens politiques d’intervenir dans un débat qui ne concerne pas seulement notre existence économique, écologique, énergétique, mais notre dignité d’hommes libres et responsables.

Ce qui dépend de cette initiative, ce n’est rien de moins que l’avenir de la démocratie dans notre Suisse, j’entends la participation des citoyens à la vie publique, — et avant tout : une volonté de reprendre en main leur destin, et d’affirmer que *l’avenir est notre affaire*, — non pas celle des ordinateurs, ces ventriloques de la technocratie.

# [ddr19741211cpfw] « La paix entre les hommes dépend aussi du respect de la vie sauvage » (message à Franz Weber) (11 décembre 1974)[[5]](#footnote-5)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19741211cpfw_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Cher Franz Weber,

Une grippe m’empêche d’être parmi vous, mais non pas avec vous, cela va sans dire, et cela va encore mieux en le disant. À vos côtés à tant de reprises dans vos campagnes pour Lavaux, ou pour les Baux, pour la défense de ce qu’on appelait naguère « le sol sacré de la patrie » mais qu’on livre aujourd’hui, lâchement, au plus inexorable, au plus cruel, au plus bête des envahisseurs : le béton, comment ne serais-je pas avec vous, encore, quand il s’agit de voler au secours non seulement des gazelles mais des lions ?

Car notre genre humain ne se sauvera pas sans eux. Nous avons à redécouvrir ce grand mystère.

On nous dira : l’Afrique, c’est loin, notre problème urgent, c’est l’inflation. Mais il ne s’agit pas de l’Afrique, en vérité : il s’agit de la vie sur la Terre. Si nous ne retrouvons pas le secret perdu du respect de la vie sous toutes ses formes, nous ne trouverons pas non plus de solutions à la crise mondiale qui s’annonce : car elle est née, cette crise, d’une mauvaise attitude de l’homme vis-à-vis de la nature, résultant d’un mauvais régime des relations entre les hommes dans la cité. Tout cela se tient, organiquement, profondément.

J’ai écrit il y a quelques années, et souvent répété depuis, cette phrase dont je voudrais qu’elle devienne proverbiale : *Le civisme commence au respect des forêts*. Aujourd’hui je dirai, dans le même esprit, que la paix entre les hommes dépend aussi du respect de la vie sauvage et de la grande liberté des lions.

# [ddr19750828ero] L’érotisme (août 1975)[[6]](#footnote-6)

## [[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750828ero_01.jpg/full/full/0/default.jpg) 1. Éros sacré

Contrairement à ce que croient les jeunes gens d’aujourd’hui, victime d’une sorte de provincialisme dans le temps, l’érotisme n’est pas une invention ni une « conquête » du xxe siècle : il a l’âge de l’humanité lorsqu’elle s’éveille à la conscience et s’interroge sur ses fins, et cela fait peut-être cent mille ans, sans preuves écrites, et à tout le moins quatre mille ans au témoignage des textes et des œuvres d’art.

Pour Sumer et l’Égypte pharaonique, pour toute l’Antiquité gréco-latine, mais aussi pour l’Inde des temples, pour le bouddhisme et pour la Chine, l’érotisme a toujours signifié une seule chose, jamais avouée ni définie parce qu’elle va de soi, et qui est *l’usage non procréateur de la sexualité* ; son usage pour le plaisir seul, indépendant de ce que l’Europe, plus tard, nommera « l’Amour », indépendant aussi de la fonction générique, socialement réglée par un jeu de tabous. C’est une pulsion détournée de sa fin naturelle.

L’érotisme restant néanmoins lié à la fonction (pro)créatrice et au maintien du groupe humain participe donc du sacré, comme cela se voit par les textes et rites de presque toutes les religions de l’humanité : qu’il s’agisse du Kamasutra des Hindous, des traités tantriques de l’Inde et de la Chine, des rituels africains ou mayas, ou des promesses coraniques sur les plaisirs sexuels du paradis.

Le lien entre érotisme et civilisation, par le moyen de la culture, c’est-à-dire du système de règles et de disciplines répressives imposées par toute la société à l’expression des pulsions instinctives, se vérifie dès l’aube de notre tradition occidentale, dans les lois et les mythes de l’Égypte, dans l’Ancien Testament, dans la mythologie grecque. C’est ce que le rationalisme et le puritanisme combinés avaient fait oublier à l’Occident, mais que Freud et Jung ont redécouvert pour notre siècle.

## 2. Éros et chrétienté

Si l’on désire comprendre le phénomène érotique dans sa problématique actuelle, en Occident, il faut remonter aux origines du christianisme, tel qu’il s’exprime dans les quatre Évangiles. On appelle fréquemment l’homme et la femme d’aujourd’hui à se libérer de toute espèce de discipline sexuelle, et d’abord des « tabous judéo-chrétiens ». L’ennui, c’est que les Évangiles ne connaissent justement[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750828ero_02.jpg/full/full/0/default.jpg) pas de tabous, alors que tout érotisme en suppose — pour les violer : sans gênes, il n’est pas de plaisir. Le christianisme, religion de l’Amour de Dieu et du prochain comme de soi-même, n’a pas de textes sacrés sur l’amour sexuel.

Les Évangiles n’apportent aucun code ou système d’interdiction rituelle, pas une recette de fécondité ni de plaisir. Ils admettent les rites judaïques, la circoncision notamment, mais leur dénient en fait toute valeur spirituelle ou même magique. La vie sexuelle n’y joue qu’un rôle quelconque, à peu près invisible, et sans drame. (Paroles de Jésus à une prostituée, ou à la femme de cinq maris : paix et pardon à cause de l’amour.) S’agirait-il d’un refoulement ? Non, car la tentation correspondante n’est pas sensible : la volupté et la luxure ne figurent pas au nombre des tentations majeures que Satan fait subir au Christ dans le désert.

On dira que l’Église s’est rattrapée ? Très tardivement, très partiellement. Et la très large tolérance que l’on accorde à la désinvolture des papes de la Renaissance, ou des évêques du xviiie siècle construisant des palais pour leur maîtresse, agrémentés de farces et attrapes, comme à Salzbourg, contraste avec l’extrême sévérité de l’Église envers les hérésies. Les traités des Pères de l’Église sur le mariage et sur le sexe « rappellent des dissertations sur l’élevage », a pu écrire Nicolas Berdiaev. « La destinée et l’amour personnels y font totalement défaut. Le phénomène de l’amour, qui se distingue radicalement à la fois du phénomène physiologique de la satisfaction sexuelle et du phénomène social de la vie de l’espèce, n’est mentionné par personne. » Nous sommes ici au degré zéro de l’érotisme, nullement au comble de sa répression. Mais justement : en restant quasi-muet sur la vie sexuelle, le christianisme a créé un problème que les autres religions réglaient par le sacré.

Quand nos ethnographes veulent étudier les tabous, interdits et rites répressifs, ils ne vont pas dans les paroisses « judéo-chrétiennes », mais en Afrique noire, aux îles Trobriand ou dans les contrées de l’Asie où se pratiquent, par exemple, l’excision rituelle du clitoris, ou les cérémonies d’initiation des jeunes garçons.

## 3. L’érotisme comme problème

C’est donc de l’absence, non de l’excès de rigueur d’un code de la sexualité dans le christianisme, qu’est né en Occident, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750828ero_03.jpg/full/full/0/default.jpg) et là seulement, *le problème sexuel* — expression qui n’apparaît pas, d’ailleurs, avant 1810. Et c’est l’hérésie, non l’Église, qui lui a donné sa forme à partir du xiie siècle. Malgré le christianisme, ou contre lui, ce sont des influences gnostiques (au sens large du terme) qui se trouvent avoir fomenté l’érotique occidentale, et qui lui ont donné ses moyens d’expression, cependant que les mythes et les tabous « païens » — égyptiens, syriaques, helléniques — ne cessaient d’animer le rêve médiéval.

Même si l’on exclut la possibilité d’un lien profond entre la *cortezia* des troubadours et l’hérésie cathare — en dépit de la coïncidence des lieux, des dates, des partisans et des ennemis des deux mouvements —, il reste certain que les spéculations sur l’amour sexuel et le divin, constitutives de l’érotisme littéraire, sont le fait des gnostiques et non des scolastiques.

L’amour-passion qui naît au xiie siècle dans les romans anglo-normands et les chansons de troubadours, comme dans le cœur d’Héloïse et l’esprit d’Abélard, s’adresse à l’ange dans l’âme, et à l’âme dans le corps. Il refuse toute facilité, cherche l’obstacle à surmonter — social, moral, ou spirituel — veut tous les raffinements du désir par l’ascèse et les exaltations du sentiment par son expression rhétorique. Toutes les femmes qu’il célèbre sont mariées, sont des « Dames », deviennent objet d’adoration et reçoivent le serment d’allégeance dû au seigneur féodal. Dans le même temps, la Vierge devient l’objet d’un culte (première fête de l’Immaculée Conception de Notre-Dame à Lyon en 1140) et reçoit le titre de *Regina Coeli*. Cependant que la Dame ou Reine devient la pièce maîtresse du jeu d’échecs, et que le premier troubadour, Guillaume de Poitiers, ose écrire de la Dame de ses pensées : « Par elle seule je serai sauvé ».

Tout cela, qui est d’abord occitan et celte, va donner par Béroul et Chrétien de Troyes, puis Gottfried de Strasbourg (source de Wagner) le modèle du roman d’amour mortel, mystico-poétique, thème principal de la littérature européenne, roman, théâtre, poésie, mais aussi de l’opéra, jusqu’à nos jours.

C’est en réaction à cet « angélisme » de l’amour-passion que se constituera la littérature libertine et délibérément pictographique, plus « saine » sans doute, aux yeux du psychologue d’aujourd’hui, mais bien plus pauvre aux yeux de l’historien de la culture. Qu’il suffise de rappeler ici les forts [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750828ero_04.jpg/full/full/0/default.jpg) plaisants récits de prouesses athlétiques qui forment le vrai sujet des récits de l’Arétin, de Nicolas Chorier ou de la *Fanny Hill* de John Cleland, des *Mémoires* de Casanova ou de Frank Harris, des *Tropiques* et du *Sexus* de Henry Miller,

Ces deux traditions de l’érotisme occidental sont littéraires, il est vrai, mais elles reflètent d’autant mieux les mœurs réelles qu’elles contribuent à les former du seul fait qu’elles nomment et décrivent la passion : « Combien d’hommes seraient amoureux s’ils n’avaient jamais entendu parler d’amour ? » se demande La Rochefoucauld au xviie siècle. L’érotisme est peut-être simplement la forme littéraire de la sexualité…

## 4. Don Juan contre Tristan

Le xviiie dissocie l’érotique. Tout est sexe et le mariage nul dans les *Liaisons dangereuses* ou les aventures de *Faublas*. Tout est sexe et le sentiment nul chez Sade, qui traduit cyniquement le système des valeurs des nobles de son temps : hédonisme arrogant, arbitraire absolu, mépris de la femme « objet » de plaisir, droit du prestige et de la richesse autant que de l’épée. Don Juan a remplacé Tristan. Seul Rousseau s’inspire encore de la *cortezia* des troubadours, de Pétrarque, du roman vécu d’*Héloïse*, et rend au sentiment, donc à la femme, la primauté dans les rapports entre les sexes, mais il est de Genève et démocrate. Sur lui se fondent les romantiques allemands et les romancières anglaises du xixe siècle, qui nourrissent les *rêves* de la bourgeoisie européenne, mais entrent en conflit avec ses réalités. La bourgeoisie de l’ère industrielle choisit de fonder le mariage, en principe, sur le sentiment (ce qui est absurde), en fait sur l’héritage (ce qui est odieux), et tous ses écrivains ignorent le sexe comme tel — sauf dans leurs œuvres clandestines. Voici enfin les tabous restaurés ! Comme il est entendu qu’on ne doit parler à table ou au salon ni de l’argent ni de ces choses auxquelles on craint que pensent parfois les jeunes gens, Marx et Freud, au tournant du siècle, apparaîtront comme des libérateurs. Leurs doctrines « expliquent tout » (ou en donnent l’illusion) puisqu’elles rendent compte d’un certain nombre de faits importants de nos vies, en se fondant précisément sur ce que l’on taisait ou censurait : l’argent, le sexe.

## 5. « Libération » ?

À quoi se ramène en fait la « libération sexuelle » du xxe siècle, dont s’indignent encore quelques journaux et que prônent les revues [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750828ero_05.jpg/full/full/0/default.jpg) contestataires ? Non pas à une révolution dans l’érotisme, ni à des inventions dans les rapports sexuels, mais simplement à une beaucoup plus grande *publicité* (ou discussion publique) ménagée aux choses du sexe : on les montre sans que la censure intervienne, on en parle sans se voir accusé de pornographie, et les Églises elles-mêmes révisent leur position sur ce sujet.

a) L’escalade du nu donne une mesure de la « libération » en cause. Vers 1950, les publications érotiques laissèrent entrevoir des seins ; en 1960, elles les dénudent, puis les étalent ; en 1969 paraissent dans un magazine américain les premières photos de sexes féminins ; en 1973, de sexes masculins ; leur conjonction ne saurait tarder, déjà réalisée au cinéma et sur la scène d’un théâtre parisien. Dès 1974, le nudisme intégral conquiert les plages. Mais il s’agit de mode, c’est-à-dire d’éphémère : quand nous serons tous nus, il n’y aura plus qu’une chose à faire : se rhabiller. Déjà la mode dite de la Belle Époque ramène les traînes et les corsets. Qui dit mode dit changement rapide et donc sensible. L’érotisme en dépend. Il vit de surprises et de contrastes, de transgression des interdits et de viol des tabous, en succession de plus en plus rapide, après quoi tout retombe, et renaissent les tabous. Ceux qui s’indignent du spectacle *Oh ! Calcutta !* oublient qu’au tournant du siècle à Paris, le gouvernement décida de fermer une dizaine de « théâtres de nu intégral ».

b) Le freudisme a autorisé une manière nouvelle de parler des choses sexuelles. Et il a montré les relations profondes de l’érotisme avec le rêve, — ce rêve dont l’épanchement dans notre vie consciente est peut-être une obscure tentative de compenser la rationalisation de nos existences.

Du même coup, la psychanalyse a rendu beaucoup mieux acceptables les conduites que la bourgeoisie du xixe pratiquait certes, mais traitait de perversions : masturbation, homosexualité, sexualité de groupe. Du moins est-ce le cas en Occident. Car les pays qui se réclament du marxisme, comme Chine et URSS, sont beaucoup plus réactionnaires que les bourgeois sur ce chapitre. Ils dénoncent les « pratiques onanistes » dans les mêmes termes que le fameux docteur Tissot à la fin du xviiie siècle, selon lequel « ce vice infâme » conduisait droit au crétinisme. Les communistes le disent aussi, mais ils ajoutent que cette pratique provoque « une érosion de l’énergie révolutionnaire », et que « l’étude approfondie des œuvres de Marx, Lénine et [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750828ero_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Mao doit permettre de prévenir les tendances à l’onanisme » (manuel chinois traitant des questions sexuelles, 1974). En revanche, en France, paraît une revue dont la thérapie sexuelle se résume dans la masturbation, recommandée à tout propos.

c) Toutefois, le fait que l’acte sexuel soit désormais filmé et projeté devant les foules me paraît moins « révolutionnaire » que les discussions sur la contraception au concile de Vatican II, et sur les nouvelles définitions du mariage chrétien, qui ne lui donnent plus la procréation pour finalité unique : car c’est dire que l’Église admet dorénavant ce que l’on a défini plus haut comme l’érotisme.

d) L’excitation de la nouveauté (« ce tyran de notre âme » selon Casanova), qui est le ressort secret de l’érotisme, a plus de chances aujourd’hui de se réaliser dans les médias audiovisuels que dans l’écrit, et de se populariser de la sorte. Mais les *facilités* données à l’érotisme sont de nature à préparer une sorte d’anorexie sexuelle dans les nouvelles générations. (Certains voient là une réaction de l’espèce à la menace de surpopulation.) Ainsi se succéderont longtemps encore sans doute les vagues de libération et de puritanisme.

Jusqu’au jour où peut-être se constituera une érotique fondée sur l’amour même dans le couple, c’est-à-dire sur le sens de la personne et du mystère ultime de l’*autre*, du prochain dans son autonomie. Ce serait enfin une érotique chrétienne.

# [ddr19750900sepr] La Suisse et l’Europe : projet de résolution (septembre 1975)[[7]](#footnote-7)

## [[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750900sepr_01.jpg/full/full/0/default.jpg) La Suisse n’a plus le choix

La participation de la Suisse à l’Europe communautaire ne relève déjà plus d’un choix. Qu’on la souhaite ou qu’on s’en méfie, elle est inscrite dans les faits. Par son industrie et son commerce, par sa monnaie, par l’interférence du mode de vie et des progrès scientifiques et techniques, la Suisse est dans le mouvement qui débouchera inéluctablement sur une union politique du continent. Il lui reste en revanche la possibilité d’infléchir l’organisation politique de l’Europe dans le sens qui lui paraîtra convenir le mieux à l’ensemble des objectifs de l’intégration. Pour elle comme pour les autres membres de cette communauté, le choix n’est plus entre l’intégration ou la non-intégration. Il est de subir l’Europe que d’autres auront voulue ou de mettre tout en œuvre, et dès maintenant, pour que prévalent certaines idées directrices et certaines méthodes plutôt que d’autres. Le temps imparti à cette faculté d’intervention est court ; il l’est de par les décisions déjà prises dans le cadre de la CEE ; il l’est surtout à raison de l’urgence de problèmes dont la solution requiert la création rapide d’institutions politiques et administratives communes, requérant elles-mêmes des textes et des procédures juridiques communs.

La conférence au sommet de Paris a tout récemment décidé de demander « aux institutions de la Communauté d’élaborer un rapport destiné à être soumis à une conférence au sommet ultérieure ». Ce rapport devra proposer les moyens de transformer les relations des États membres en une union européenne. Il devra être déposé avant la fin de 1975, cependant que les chefs d’État et de gouvernement qui l’ont demandé se sont eux-mêmes donnés « comme objectif majeur de transformer, avant la fin de l’actuelle décennie et dans le respect absolu des traités déjà souscrits, l’ensemble des relations des États membres en une union européenne ». Des institutions de la Communauté sont déjà en place, d’autres vont être créées en vue d’autres domaines que ceux de l’économie et de la monnaie ; [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750900sepr_02.jpg/full/full/0/default.jpg) le mouvement de coopération est amorcé, qui va très rapidement déboucher sur l’apparition de nouvelles autorités et de nouveaux centres de décision, auxquels les récalcitrants seront infailliblement voués à faire allégeance. L’avenir européen de la Suisse fait partie du présent. Cet avenir dépend de nos autorités et de tous ceux qui voudront bien s’en préoccuper à un titre ou à un autre ; il dépend surtout des méthodes que la Suisse saura mettre en œuvre sans plus tarder pour faire entendre sa voix et influencer les travaux préparatoires autant que les décisions.

L’objection que la Suisse ne participe ni à ces travaux ni à ces décisions pour ne pas être membre à part entière de la Communauté, ne résiste pas à l’examen. Elle dispose d’autres moyens non moins efficaces, entre autres l’action de la parole et de l’écrit sur les opinions publiques, l’organisation de congrès où elle inviterait les parlementaires, les journalistes, les élites intellectuelles, les représentants des milieux sociaux, etc., de l’Europe entière. Ce serait là des dépenses judicieuses infiniment moins lourdes que n’importe laquelle des subventions de la Confédération.

La distribution des marchandises, la diffusion de la publicité, la main-d’œuvre, la lutte des syndicats et des patrons, le développement des sociétés multinationales, les relations sociales dans l’entreprise, les transports et la circulation routière, la solidarité monétaire, la protection de l’environnement naturel, l’établissement d’équilibres écologiques, autant de réalités, heureuses ou malheureuses révélant l’osmose européenne. Si elle reste sur sa réserve et garde ses distances, la Suisse perdra le mérite d’avoir contribué à la maîtrise politique des évènements, ce qui laisserait aux Suisses l’amertume de l’impuissance. Si elle s’ouvre délibérément à l’Europe et coopère à son invention, la Suisse s’établira en son rôle européen en même temps qu’elle entretiendra la confiance nécessaire des personnes en leur propre avenir.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750900sepr_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Le pouvoir souverain d’un État ne saurait être une fin en soi, même lorsqu’il s’agit de protéger un domaine national : il n’est que l’instrument des moyens politiques dont disposent les personnes et les communautés pour protéger leur identité et l’autogestion de leurs intérêts. Sa justification présente sera d’ouvrir la Suisse au monde, sans qu’elle ait à aliéner ce qui lui est propre et que ses ressortissants tiennent en estime.

## Intervenir, mais au nom de quoi ?

Mais c’est à un titre plus contraignant encore que la Suisse peut intervenir dans le débat et dans le projet d’une Europe unie. L’expérience du fédéralisme comme conception de la vie en commun et méthode de gouvernement lui fait un devoir de l’exprimer et d’en informer l’opinion publique européenne. Non pour se prévaloir d’une réussite ou d’une quelconque vérité politique, mais pour dire que cette conception et cette méthode, nonobstant l’imparfait usage que la Suisse en a fait, répondent aux exigences de l’Europe économique autant qu’aux exigences de la « qualité de vie », de la culture et de son renouvellement.

Le fédéralisme européen ne sera pas la copie du fédéralisme suisse. Les institutions politiques européennes devront être appropriées à d’autres dimensions, à d’autres tendances et à une tout autre complexité que celles qui ont déterminé les institutions fédéralistes de la Suisse. C’est un autre monde qui les inventera et c’est pour un autre monde qu’elles auront à fonctionner. N’empêche que la Suisse et les Suisses sont à même, s’ils le veulent bien, de proposer à l’Europe le projet d’une organisation fédéraliste à partir de l’expérience qu’ils en ont faite et de la preuve qu’ils peuvent administrer de l’efficacité de ce système. La Suisse commettrait une faute historique si elle ne cherchait pas à promouvoir les avantages d’une méthode de gouvernement et d’un type de structures politiques dont elle a largement profité.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19750900sepr_04.jpg/full/full/0/default.jpg) Les Suisses ont profité du fédéralisme sans le savoir. Ils ignorent généralement que c’est le seul système politique connu qui permette de surmonter les conflits et les tensions sans réduire l’un des protagonistes au silence, le seul qui entretienne l’unité et l’autorité intérieures à partir de la pluralité, de la diversité et de l’autonomie des groupes sociaux, des communes et des régions (ou actuellement des cantons). Ils ignorent que la Suisse serait demeurée sans rayonnement dans le monde, si le fédéralisme n’avait été le levier de l’esprit d’entreprise, de l’émulation au travail et à l’expansion. Il faut qu’ils le sachent afin qu’ils sachent aussi qu’un tel système a plus d’avenir que de passé. C’est sur une imbrication de conflits, de tensions, de conservatisme et d’exigences révolutionnaires, de contrastes ethniques et d’affrontements idéologiques que l’Europe est à édifier. Il lui faut une méthode capable de surmonter sans éliminer, de concilier sans détruire ; il lui faut des stratégies, du gouvernement et de l’autorité, s’inspirant, comme n’a cessé de le faire le fédéralisme authentique, d’une philosophie de l’ouverture à l’expérience. Ouverture à l’expérience des autres, à l’expérience de la communauté, à l’expérience de la liberté et de ses limites.

# [ddr19771014tr] Les trois révolutions (14 octobre 1977)[[8]](#footnote-8)

## [[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19771014tr_01.jpg/full/full/0/default.jpg) La révolution bourgeoise

Dans le monde entier, les jeunes gens — et combien parmi leurs aînés — croient naïvement, donc d’une croyance à l’abri de toute critique, qu’il y a *la* Révolution ; et qu’ils soient pour ou contre, peu importe : il n’y en a qu’une, qui changera tout demain, pour le meilleur ou pour le pire.

Or ces traits définissent à l’évidence un mythe, au sens fort du ce terme, qui n’est pas illusion ni mensonge, mais structure gouvernant notre imagination à notre insu, donc plus forte que toutes raisons.

Le mythe est né en 1789 et à Paris, de la première révolution qui soit devenue modèle universel. Auparavant, les rébellions locales, révoltes communales, voire prises de pouvoir à l’échelle d’une nation, comme furent celles de Cromwell ou de George Washington, naissaient, évoluaient, se passaient en vase clos, dans tel pays, selon ses us et coutumes. Seule la Révolution française — donc aux yeux des Français, universelle — rendit bien vite son adjectif superflu. Et sa propagation fut si rapide qu’au xxe siècle, la forme politique qui en est née va se voir imitée sur toute la terre : 175 États-nations centralisés, dictatoriaux, ou militaires (comme furent successivement les régimes français de 1793 à 1804) ont résulté de la mainmise d’un appareil étatique sur l’existence réelle et quotidienne d’une nation ou d’un groupe de nationalités soumises à l’une d’entre elles. Ils se partagent aujourd’hui sans nul reste — sauf au pôle Sud — les territoires de la planète.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19771014tr_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais la Révolution de 1789 n’a été qu’une première étape. Elle a marqué, ou plutôt confirmé, l’avènement de la bourgeoisie mercantile. Préface inévitable et nécessaire à la civilisation industrielle.

Bonaparte, puis Napoléon, a fait de la Première République, devenue Empire, le modèle même de l’État centralisé en vue de la guerre, de la préparation à la guerre, et de tout ce qui la continue par d’autres moyens : politique de prestige, d’égoïsme sacré, et de « défense nationale » toujours destinée à surpasser les « forces agressives » du voisin — lequel s’obstine très vicieusement à les nommer « défense », lui aussi.

L’État bourgeois, parlementaire ou militaire, fut le produit de *la* Révolution, mis au point par le Premier consul puis par l’Empereur Napoléon Ier. Il a été copié par tous les rois l’Europe qu’il avait attaqués. Finalement nous le voyons adopté au xxe siècle par l’ensemble des peuples de la terre, naguère colonisés, matériellement pillés et culturellement aliénés par les États européens.

Sept ou huit seulement, sur les vingt-huit États que compte l’Europe ont colonisé le tiers-monde[[9]](#footnote-9) puis lui ont laissé, au lendemain de la décolonisation, les structures administratives et les frontières tirées au cordeau, imitées de celles de leur propre régime[[10]](#footnote-10).

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19771014tr_03.jpg/full/full/0/default.jpg) En ce qui concerne la forme de l’État, la France révolutionnaire a donc gagné : son modèle s’est vendu partout au xxe siècle.

Mais son triple idéal de Liberté, Égalité, Fraternité, va se révéler contradictoire terme à terme. L’égalité rend toute liberté suspecte, et la liberté, une fois devenue suspecte, rend impossible toute fraternité. La Grande Révolution aboutira de la sorte à la dictature morale et financière de la bourgeoisie, au régime de la répression armée contre les régions à l’intérieur et à la « diplomatie des canonnières » à l’extérieur.

Telles sont les réalités que Hegel traduira peu après[[11]](#footnote-11) en écrivant : « *Les États divisés en eux-mêmes cherchent par la guerre au-dehors la tranquillité qui leur manque au-dedans*. »

## La révolution prolétarienne

La première révolution — française, bourgeoise, rationaliste et libertaire — a donné libre essor en Europe tout d’abord, puis dans le monde entier, au centralisme étatique. Dans les cadres de l’État-nation ont prospéré l’industrie, l’affairisme, le gigantisme urbain, l’école obligatoire et la conscription universelle, [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19771014tr_04.jpg/full/full/0/default.jpg) la grande presse nourrie par les agences d’État, finalement le nationalisme, affectant même les partis socialistes. D’où la première Grande Guerre européenne, bientôt « mondiale », de 1914 à 1918.

Et voici qu’en plein milieu de cette guerre des démocraties, née des œuvres de la révolution bourgeoise, surgit la révolution prolétarienne dirigée tout d’abord contre la guerre : à Moscou, en octobre de 1917.

Cette deuxième révolution prend le contrepied des *résultats* de la première : non seulement elle refuse de poursuivre la guerre et condamne le capitalisme, la centralisation étatique, l’armée permanente, la police nationale et le régime des partis, mais encore et surtout elle veut associer paysans, ouvriers et soldats dans des *soviets* (c’est le mot russe pour *conseils*) qui doivent rendre le pouvoir au peuple et dessaisir l’État.

Lénine, dans ses thèses d’avril 1917, puis dans sa brochure sur *L’État et la révolution* écrite en août et septembre de la même année, a démontré que les révolutions bourgeoises, jusqu’alors, n’ont fait que renforcer l’État et la police contre lesquels elles s’étaient soulevées. Les bolchéviques vont changer tout cela.

Un mois plus tard, il prend le pouvoir. Et ses premières mesures et décisions proprement politiques vont être dirigées contre la fonction même des soviets — fonction civique, démocratique au sens originel du terme, et pour le renforcement de l’État et de sa police.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19771014tr_05.jpg/full/full/0/default.jpg) C’est qu’il se sent assiégé par la guerre : or, la guerre et l’État-nation (nécessairement dictatorial en temps de crise) naissent d’un seul et même mouvement et ne sauraient subsister l’un sans l’autre. Lénine lui-même va l’illustrer avec une étonnante célérité.

À peine publiée en mars 1918 sa brochure sur *L’État et la révolution*, lorsqu’au congrès du parti communiste, Boukharine propose d’ajouter au programme et dans l’esprit de la brochure une clause sur le « dépérissement de l’État », Lénine le dictateur se dresse pour réfuter Lénine le révolutionnaire, et lui répond : « En ce moment nous sommes absolument pour l’État. Proclamer à l’avance son extinction ce serait forcer la perspective historique. »

Par malheur, aux yeux du pouvoir centralisé de l’État-nation, nous serons toujours « en ce moment » où la guerre, les suites de la guerre, ou menace d’une prochaine guerre nous contraindront à être provisoirement mais « absolument pour l’État »…

Et nous savons à quels gigantesques excès a porté, sous Staline et jusqu’à nous, dans l’archipel du Goulag, la fameuse « centralisation démocratique » assurée par le parti unique et par ses multiples polices.

## [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19771014tr_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Le péché originel des révolutions

La grande Révolution française a proclamé les droits de l’homme, puis elle a fait de son homme un contribuable au service de l’État (ce que les rois n’avaient pu faire) et un soldat qui a le devoir de tuer ceux que l’État lui désigne, mais n’a plus le droit (qu’il avait sous les rois) de s’y refuser. La grande Révolution russe, qui voulait donner tout le pouvoir aux ouvriers, ne l’a donné en fait qu’aux potentats et bureaucrates du parti. Elle a retiré aux ouvriers jusqu’au droit de grève, et fusillé les marins de Cronstadt coupables d’avoir demandé de « participer aux décisions ».

La première révolution, bourgeoise, individualiste et capitaliste, a donc provoqué, un peu plus d’un siècle plus tard, une deuxième révolution, antibourgeoise, collectiviste et radicalement négatrice des droits de l’homme.

Toutes les deux, soit par l’État-nation et ses armées de masses, soit par l’État totalitaire et ses fonctionnaires militarisés, ont mené en fait à la guerre, d’abord nationale, puis mondiale. Toutes les deux ont prouvé que l’ambition révolutionnaire, même la plus pure, si elle s’instaure dans la violence et la terreur, est condamnée à produire un régime radicalement contraire à celui qu’elle rêvait : au lieu de l’égalité, la misère ouvrière, au lieu des libertés, les contraintes étatiques, et au lieu de la Dictature du Prolétariat, la dictature sur le prolétariat.

## [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19771014tr_07.jpg/full/full/0/default.jpg) Changer de cap

On ne peut aller plus loin dans le sens des révolutions, parce que c’est le sens de la guerre, et que la guerre aujourd’hui, serait la guerre atomique, bactériologique et chimique — qui est autant dire la fin de l’humanité civilisée.

Mais puisqu’on ne peut poursuivre et qu’on ne peut pas non plus remonter le temps, il ne reste qu’une solution : changer de cap, aller ailleurs, naviguer vers d’autres étoiles. C’est ce que commencent à faire des millions d’hommes et de femmes de tous nos continents mais surtout de l’Europe (d’où le mal est venu) : ils se tournent vers une nouvelle évolution. Entre la gauche, la droite, et même le centre, le choix demeure pour eux secondaire. Car ils voient bien que les pays socialistes partagent avec les sociétés capitalistes exactement les mêmes « idéaux » de production et de consommation illimitées, de PNB sans cesse accru aux dépens du bonheur de vivre, et de gaspillage d’énergie payé au prix de nos libertés civiques.

De tous côtés montent lentement, avec l’immense et sereine puissance d’une germination universelle qui peut faire éclater les rochers, l’espérance et la volonté de ceux qu’on nomme un peu trop facilement « écologistes ». Ce sont en fait des citoyens et citoyennes qui découvrent qu’ils sont responsables de leur avenir, et qu’ils ne seront libres, en fait, que dans la mesure où ils cesseront de refuser leurs responsabilités concrètes dans l’évolution de nos sociétés.

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19771014tr_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Qu’ils soient préoccupés de protection de l’environnement naturel et urbain, de défense des minorités ethniques, raciales ou culturelles, de pouvoir régional, de droits de la femme, ou de la nécessité fondamentale de recréer un sens communautaire dans notre époque de foules solitaires, — ils sont tous les porteurs d’un mouvement profond qui peut, demain, balayer les oppositions de gauche et de droite au profit d’une société plus humaine et plus libérale, parce que chacun, en fait, sera plus responsable.

D’ores et déjà l’on peut prévoir l’avènement d’une révolution — ou d’une anti-révolution non violente et universelle, qui vaincra toutes les autres « après les avoir faites » comme disaient Aron et Dandieu dans un texte célèbre de 1934.

L’erreur fondamentale de Lénine a été la même que celle des jacobins, « prendre le pouvoir » tel qu’il est, au lieu de favoriser la naissance et l’invention de pouvoirs tout nouveaux, locaux et régionaux, *petits*, et donc possiblement démocratiques.

Créer des pouvoirs régionaux et de dimensions très restreintes : là-dessus se joue le sort de la paix, puisque la guerre dépend des grands et que réduire les chances de guerre, c’est réduire l’étendue et le pouvoir des grands.

# [ddr19780605bovet] Le Grandchamp des Bovet (5 juin 1978)[[12]](#footnote-12)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_01.jpg/full/full/0/default.jpg) M. le Conseiller d’État,

M. le Recteur,

Chers Cousins de Grandchamp et d’Areuse,

Mesdames et Messieurs,

C’est par Grandchamp qu’il m’a semblé que je pouvais le mieux approcher l’œuvre et la personne du grand homme ou plutôt de « l’homme excellent » — ce qui vaut infiniment mieux selon les Grecs — que nous sommes réunis pour célébrer, ce soir.

Il s’agit là, pour moi, d’un *acte de piété*, — au sens antique, au sens latin du mot, *pietas*, désignant la piété filiale et familiale, l’honneur à rendre aux Pères comme le dira la Bible, « afin que tes jours soient prolongés sur la Terre ». Prolonger nos jours sur la Terre, ce n’est pas une recette pour mourir centenaire ! C’est une manière de prolonger la signification de notre vie au-delà de notre mémoire individuelle, vers ce passé qui sans relâche se passe en nous et faute duquel il n’y aurait pas de plénitude du présent, ni de sens pour nous à l’avenir. Je voudrais, au surplus, approcher mon sujet d’une manière totalement subjective, égotiste aurait dit Stendhal. Je voudrais vous parler d’un pays où j’ai vécu les plus belles heures de mon enfance et de ma prime adolescence — c’est le pays qu’on appelle plaine d’Areuse, ou de l’Areuse, mais que Félix Bovet baptisa simplement la *Bovétie* — à laquelle j’appartiens par ma mère et par tant de souvenirs d’enfance et de jeunesse.

Un tronc commun aux trois branches familiales : *Jean-Jacques Bovet*, bourgeois de Fleurier, Val-de-Travers. Son fils Jean-Jacques et son petit-fils Jean-Jacques (il y aura un arrière-petit-fils qui s’appellera, lui, Claude Jean-Jacques) viennent « dans le Bas » — comme on a toujours dit dans le pays de Neuchâtel — et ils y construiront successivement au milieu du xviiie siècle deux centres familiaux admirablement contrastés.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Installés d’abord à Cortaillod, à Boudry et au Bied, ils se mêlent aux premiers promoteurs de l’industrie des toiles peintes, ou indiennes, les Du Pasquier, les de Luze, les Verdan. Vers 1870, Jean-Jacques Bovet allié Paris, fonde la manufacture de Boudry, et achète au lieu dit Areuse — deux, puis trois, puis cinq belles maisons qu’entourent d’assez grands parcs. Dans chacune habiteront un peu plus tard ses fils et filles. Les chroniqueurs de l’époque décrivent les habitants d’Areuse comme « aimant les chevaux et les fêtes ». Vers 1820, sauf erreur, une fabrique ou manufacture est construite à Grandchamp, lieu tout proche, au milieu de la plaine de l’Areuse.

De la région de Bovétie, Areuse sera donc le premier pôle, Grandchamp, le second. Dix minutes à pied les séparent, mais du point de vue spirituel, tout un monde.

Les Bovet d’Areuse sont militaires et progressent en grades de génération en génération (capitaine, puis major, puis lieutenant-colonel et enfin colonel). Tous mes oncles seront officiers tandis que Philippe Godet a pu écrire de Félix Bovet — qui appartient lui au monde de Grandchamp — « qu’il ne parvint jamais à comprendre l’esprit militaire, et en fait d’armée, la seule qu’il ait goûtée fut, je crois, l’Armée du salut ».

Areuse est dominé par un pavillon dans les vignes nommé *Tiens-toi bien* (*Tintabene* en patois) sur lequel les Jean-Jacques montaient un drapeau rouge ou blanc selon le vin qu’ils désiraient qu’on leur apporte. En revanche c’est à Grandchamp qu’un de leurs neveux, Arnold Bovet, fondera la Croix-Bleue. Mais ce ne sont là qu’anecdotes.

Entre Areuse et Grandchamp, si les cousinages restent proches, le contraste le plus profond sera de nature spirituelle. Je dirai simplement comment je l’ai ressenti, pendant mes vacances enfantines.

Areuse était, pour moi, venant du Haut, je veux dire du Val-de-Travers, luxe pur, calme et volupté dans les parcs ombragés de hêtres rouges, de marronniers autour du grand étang, ou de cèdres aux immenses ailes noires.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais quand il m’arrivait, à pied ou à vélo, de m’aventurer vers Grandchamp, pourtant si proche, il me semblait que je changeais de monde, un sentiment de mystère s’emparait de moi.

Le hameau de Grandchamp, c’était d’abord une interminable maison à un seul étage, dont je n’ai pu mesurer la longueur — il faudra bien que j’y aille un de ces jours —, mais je suis à peu près certain que cette maison, qui fut d’abord fabrique d’indiennes, atteint quelque 150 m de longueur.

C’était aussi une atmosphère et un climat totalement différent de celui des parcs d’Areuse. Je longeais le long bâtiment et les autres bâtisses groupées autour de lui, qui avaient servi d’hôpital et d’écoles, je sentais quelque chose et ne savais quoi… Plus tard, dans des ouvrages d’histoire intellectuelle et religieuse de la Suisse du xixe siècle, j’ai lentement, très lentement découvert quelques raisons — si l’on peut dire — de l’attrait mystérieux de Grandchamp.

Le long bâtiment principal avait toujours été pour moi une sorte d’immense bibliothèque, dont je sais aujourd’hui qu’elle comprenait une collection exceptionnelle de livres sur la Bible, en sept langues, mais aussi de textes sur Port-Royal des Champs !

Et ceci nous amène à nous demander dans quelle mesure le Grandchamp des Bovet ne fut pas, proportions gardées, un Port-Royal de notre Suisse romande au dernier siècle.

Bien sûr, il faudrait remplacer l’austère discipline janséniste par la douceur confiante du piétisme morave. Mais pour le reste un trait commun me frappe : le rôle des femmes dans ces communautés laïques de foi vécue dans la vie quotidienne et de méditation guidant l’action sociale, dès le début éducative.

La première influence morave s’exerce non pas sur Jean-Jacques le fondateur, resté plus ou moins voltairien jusqu’au bout, mais sur ses fils, par la femme de Jean-Jacques, Barbe Paris : elle a été élevée dans les principes des frères moraves, dont on sait qu’ils possèdent, près de Saint-Blaise, le grand établissement de Montmirail.

Vers la fin de sa vie, Pierre Bovet publiera pour ses proches à tirage limité, un gros ouvrage qu’il intitule : *Un Siècle de l’histoire de Grandchamp : entre la fabrique d’indiennes et la communauté spirituelle*. On trouve dans ce livre à tant d’égards passionnant, un [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_04.jpg/full/full/0/default.jpg) portrait détaillé de sa grand-mère, Madame Philippe Bovet, née Bertha Mumm, qui fut la véritable fondatrice de la communauté spirituelle de Grandchamp, ainsi que de ses deux filles Clara et Hélène (cette dernière sera la femme de Félix Bovet, père de Pierre). Toutes les trois ont été formées soit en Allemagne, soit à Montmirail ou en Suisse allemande, par des piétistes, moraves ou illuminés. Dans une charmante causerie consacrée aux « Femmes de Grandchamp », Pierre Bovet écrit de Bertha Mumm — fille des grands producteurs de champagne de Francfort puis de Reims :

Transportée par son mariage de Francfort la grand’ville, à la fabrique de Boudry, elle a fondé avec son mari Philippe Bovet et le frère de celui-ci, Charles Bovet de Muralt, successivement un hôpital, un établissement de jeunes filles, un établissement de jeunes garçons, et c’est pour donner plus d’air et d’espace à ces établissements que l’ancienne fabrique d’indiennes de Grandchamp fut achetée en 1856.

De Clara, fille aînée de Bertha, dont le caractère hautement original et le tempérament de chef sont restés légendaires à Grandchamp, Félix Bovet, qui deviendra son beau-frère, a pu écrire une phrase que me ravit par sa très malicieuse ambiguïté : « Il n’y aurait personne comme elle, si elle était comme tout le monde. » (*Pensées*, 123)

Il y avait aussi sœur Lisbeth, une Suisse allemande devenue la directrice de l’hôpital fondé par Bertha Bovet-Mumm. Elle possédait des « dons » comme disaient les mystiques, et les partageait avec les habitants et les visiteurs de Grandchamp. Charles Secrétan était de ceux-là. Quand il était en séjour chez son ami Félix Bovet, il le laissait souvent « pour aller trouver sœur Lisbeth et pour fléchir le genou avec elle, et, à l’occasion, avec les quelques bonnes personnes toutes simples qu’elle réunissait à cinq heures dans sa chambre pour la prière ». (*Lettres de Grandchamp*, p. 350)

C’est également à de jeunes femmes qu’est consacrée la maison dite l’Andalouse : les Bovet y accueillent vers la fin du siècle dernier, des protestantes espagnoles qui se préparent à évangéliser leurs compatriotes, une fois rentrées dans leur pays.

Et puis, dans les années 1930 de ce siècle, c’est tout naturellement une communauté religieuse de femmes, dirigée par Mlle de Beaumont, puis par Mme Micheli de Lacroix, qui s’ouvrira dans l’ancien hôpital fondé par Bertha Bovet-Mumm, et qui le transformera en un lieu de [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_05.jpg/full/full/0/default.jpg) prières. De la chapelle de ce couvent protestant — le premier de sa sorte sur le continent —, mon père fut le premier chapelain.

C’est au sujet de ces « âmes de prières » que furent les femmes de Grandchamp qu’on a pu écrire que, quelle que fut leur origine, leur condition sociale et leur culture, elles étaient dans la communauté, « entourées d’un respect égal à celui qu’inspiraient les princes de l’esprit ». On a même vu que certains de ces princes s’agenouillaient auprès des plus simples d’entre elles pour une heure de prière. À ce sujet, le pasteur Jean-Jacques Bovet, fils de Pierre, m’écrivait récemment :

Ceci se passait dans une grande chambre, toute boisée de « l’hôpital » ; 30 ou 40 ans plus tard, quand Marguerite de Beaumont arrive à Grandchamp pour y créer le lieu de prière qui deviendra la communauté, elle passe en revue les locaux que Pierre et Amy Bovet mettent à sa disposition; parvenue à cette chambre (sans qu’on lui ait rien raconté), elle s’arrête et dit : « Là sera la chapelle. »

« Le respect pour les princes de l’esprit ». C’est ici l’autre aspect de Grandchamp qui se révèle : le centre de pensée, de recherches morales, intellectuelles et pas seulement religieuses. Le Grandchamp de Félix Bovet.

Félix Bovet qui fut bibliothécaire puis professeur de littérature à l’Académie de Neuchâtel a peu écrit, mais le petit recueil de ses *Pensées* le met au premier rang des moralistes qui ont donné à la littérature française son trait le plus original et le plus admiré par Nietzsche, de La Rochefoucauld à Valéry, en passant par Pascal et La Bruyère, Chamfort et Maine de Biran, Joubert et de nos jours Cioran. Mais plus encore qu’un écrivain de race, Félix Bovet fut l’âme discrète d’un large rayonnement intellectuel. C’est lui que viennent visiter à Grandchamp Henri-Frédéric Amiel (qui rappellera dans bien des pages de son *Journal* les impressions qui lui laissent ses séjours en « Bovétie »), les philosophes Charles Secrétan et Edmond Murisier, le père Hyacinthe Loyson, le pédagogue français Ferdinand Buisson, d’innombrables professeurs et pasteurs et, parmi les femmes célèbres du temps, Mme de Pressensé, Joséphine Butler, et la maréchale Booth, — qui avait été emprisonnée à Boudry !

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_06.jpg/full/full/0/default.jpg) De ces *Pensées* (qu’on voudrait toutes citer) et de ses *Lettres de jeunesse* puis de *Grandchamp*, je ne veux retenir ici que les éléments qui me paraissent concourir au portrait de ce fils de Félix et d’Hélène Bovet, mais aussi de l’esprit de Grandchamp, que sera Pierre.

Et tout d’abord un trait — sans doute fondamental chez le fils autant que chez le père, je veux parler de ce sens de l’humour qui tempère les excès d’autres vertus comme la piété et le sens de la justice, jusqu’à les rendre supportables aux incroyants comme aux orgueilleux. Félix Bovet supportait mal l’étroitesse des Églises de son temps et ne s’est jamais privé de le dire avec une douce férocité que, précisément, l’humour sauve (sinon sanctifie tout à fait…). Une de ses *Lettres de jeunesse* décrit ainsi un culte à la collégiale de Neuchâtel :

Aux textes succéda le sermon comme une pluie tiède de l’été succède à l’éclair et au tonnerre… Je connais le procédé par lequel les prédicateurs liment leur texte jusqu’à ce qu’ils aient converti en lieux communs les paradoxes de l’Écriture et accompli cette parole du prophète : *Toute hauteur sera abaissée et toute vallée sera comblée*… Le chant était admirablement adapté au reste du culte. C’était les sublimes psaumes de David — revus et corrigés par des pasteurs et professeurs de Genève, qui ont su opérer ce beau tour d’adresse de les mettre en vers pour en faire de la prose…

A-t-on remarqué que dans bien des cas l’humour peut être aussi une forme de l’esprit de tolérance en ceci qu’il tend à désamorcer la violence, à ralentir les réflexes instinctifs de rejet, à substituer le regard amusé au regard qui voudrait fusiller l’adversaire et qu’il permet ainsi de mieux pénétrer les motifs de l’erreur qu’on croit déceler chez l’autre ? Je ne puis guère imaginer plus belle déclaration de tolérance intelligente que cette phrase tirée d’une de ses *Lettres de Grandchamp* : « Je ne serai pleinement satisfait que quand j’aurai pleinement compris la raison d’être de la tendance contraire. »

Le principal reproche qu’il adresse aux Églises n’est-il pas justement celui de l’intolérance qu’elles ont montrée au cours des âges, persécutant les juifs, les hérétiques et en général, tout homme qui essayait de croire à sa manière, non à la leur ?

[[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_07.jpg/full/full/0/default.jpg) En somme, ce qu’il refuse dans toute Église, toute nation, toute école, toute société, c’est leur « nationalisme », leur chauvinisme.

Il y a quelque chose de plus insupportable que le Moi, c’est le Nous. Car le moi le plus éhonté garde encore quelque pudeur, mais l’admiration qu’ont certaines gens pour la nation, l’Église ou la société dont ils font partie ne se croit pas obligée de se dissimuler ou de s’imposer des formes ; ils en assomment chacun en toute bonne conscience. (*Pensées*, n° 105, p. 63)

Enfin, comment ne pas être frappé par les remarques toujours si drôles et pénétrantes qu’on trouve dans les *Pensées* et dans les *Lettres* sur le sujet de l’école et de l’enfant. Cette pensée par exemple que je citais déjà dans [mon premier petit pamphlet contre l’école primaire](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1929mip) telle que je l’avais subie.

Cet enfant m’inquiète, lit-on quelque part, il est trop avancé, il se développe trop ! — Il faudra le mettre à l’école, répond le père.

Et cette pensée finale, qui va très loin :

*Nous dressons nos enfants, mais ce sont leurs enfants qui les élèveront.*

Il me paraît qu’ici nous venons de rejoindre, presque littéralement, ce qui sera l’idée centrale et le motto de l’Institut Rousseau, quand Pierre Bovet, dès 1912, en deviendra le directeur : *Discat a puero magister*, « que le maître soit instruit par l’élève ».

Il me paraît aussi qu’en évoquant l’atmosphère de Grandchamp, les influences piétistes, le goût de la liberté dans le respect de la liberté d’autrui, la tolérance comme forme d’intelligence, de compréhension et d’humour, — sinon d’amour (Félix Bovet aurait-il reculé devant le jeu de mot ? je n’en suis pas certain), nous avons maintenant réuni les éléments d’un portrait moral et spirituel de Pierre Bovet.

D’autres ont dit et vont nous dire encore ce que fut l’œuvre écrite du psychologue de l’*Instinct combatif* et l’œuvre agie du directeur de l’Institut Rousseau. Pour ma part je voudrais ajouter à cette figure de Pierre Bovet quelques traits qui lui furent d’autant plus particuliers et personnels qu’ils sont en fait paradoxaux.

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_08.jpg/full/full/0/default.jpg) Ce tolérant dans l’âme fut en même temps, et toute sa vie, le défenseur le plus ardent et efficace de toutes les causes qui pouvaient appeler au cœur d’un homme pour qui la foi était action autant qu’amour.

Pierre Bovet fut l’apôtre de la Paix par l’école, de la Fédération abolitionniste, de l’École active, de la lutte contre l’antisémitisme, du Foyer de la solidarité, du scoutisme, de l’espéranto, de Pierre Ceresole et des Amis de la nature — dont il fonde à 15 ans à Neuchâtel la première section. Je ne risque guère de me tromper en disant qu’il eût été à ce titre là comme à tant d’autres un défenseur de l’environnement, dont on célèbre aujourd’hui, 5 juin, la journée européenne.

Ce voyageur à la curiosité universelle et à l’accueil infatigable de toutes les diversités de l’humain était en même temps un timide ; ce pédagogue qui aidait les autres à se libérer n’avait pas le contact humain facile et rassurant du candidat aux élections. Lors d’une fête de Noël à l’Institut Rousseau, les élèves avaient imaginé des cadeaux humoristiques. Un professeur reçut « une gomme pour s’effacer ». Un élève eut droit à un miroir « pour y apprendre les lois de la réflexion ». Quant à Pierre Bovet, on lui offrit « une fiche pour prendre contact ». Était-ce pour surmonter cette timidité et faciliter le dialogue que Pierre Bovet développa des dons si remarquables de linguiste ? Il parlait le grec et le latin, l’italien, l’allemand, l’anglais, le catalan, le portugais et l’espagnol. Et il avait appris l’espéranto en huit jours, l’espace d’une grippe qui l’avait retenu alité.

Ce qui me paraît résumer au mieux les apparentes contradictions de son caractère, c’est l’attachement de ce grand universaliste pour la petite patrie locale, presque tribale, selon Amiel, qu’était la Bovétie. Son livre sur Grandchamp représente ses racines, sa patrie, son climat, ses sources, c’est-à-dire ce qui l’arme pour affronter le monde et s’ouvrir à l’universel. Il y a là une profonde leçon, celle que je tirais pour ma part, au temps de ma jeunesse théologique, de cet éclatant théorème de Spinoza : « *D’autant plus nous connaissons les choses particulières, d’autant plus nous connaissons Dieu*. »

[[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19780605bovet_09.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais avant tout et après tout, par-dessus tout, Pierre Bovet fut un apôtre de la paix. Ne reculons pas devant l’aveu qui eût gêné ses cousins d’Areuse, mais qui était dans le droit fil des traditions de Grandchamp : Pierre Bovet fut un *pacifiste*, pour les mêmes raisons qu’il fut éducateur, qu’il fut chrétien, qu’il fut tout simplement intelligent. Je sais que le mot fait peur à beaucoup de braves gens qui croient que les pacifistes sont presque aussi dangereux que les Brigades rouges. Je tiens que son livre sur l’*Instinct combatif*, en nous montrant que l’agressivité est un instrument qu’il s’agit bien moins de réprimer que d’éduquer et de civiliser ou « sublimer » comme dira Freud est un des ouvrages marquants de notre siècle, et qu’il peut faire davantage pour prévenir la guerre, que tous les pacifismes de congrès et de commissions parlementaires. Je crains qu’il n’y ait pas aujourd’hui de sujet plus littéralement vital pour toute l’humanité.

# [ddr19781208ocnoei] Obstacles et chances du nouvel ordre économique international (NOEI) : l’Europe de l’Ouest (8 décembre 1978)[[13]](#footnote-13)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19781208ocnoei_01.jpg/full/full/0/default.jpg) 1. L’Europe de l’Ouest est l’élément fondamental de la problématique considérée, car :

— elle a découvert le Monde, tandis que personne n’est jamais venu la découvrir ; elle a donc créé la notion même d’humanité, de genre humain, d’où la possibilité de concevoir une civilisation universelle ;

— elle a créé la formule politique de l’État-nation, jalousement souverain, d’où la nécessité mais aussi la possibilité de parler d’un « ordre inter*national* » à instaurer ;

— elle a colonisé, exploité, « civilisé » à sa manière et souvent à leur corps défendant la plupart des peuples des quatre autres continents ;

— elle a créé et diffusé à partir du xvie siècle dans le monde entier la science, la technique, l’industrie, le commerce intercontinental et les idéologies capitalistes et socialistes qui ont permis, accompagné et prolongé toutes ces créations ;

— elle a créé les formules de société que tous les peuples de la Terre imitent aujourd’hui : la démocratie, le fédéralisme, le socialisme, l’État, l’État-nation, l’État totalitaire ;

— elle a, par tout cela, causé la crise mondiale actuelle, d’où les problèmes que le NOEI s’est donné pour tâche de résoudre.

Telles étant les responsabilités de l’Europe (positives et négatives, créatrices et destructrices, libératrices et oppressives), un fait trop peu connu doit être ici mis en lumière :

— *L’Europe est la seule partie du Monde radicalement divisée dans ses jugements quant au NOEI*. (Avec peut-être l’Iran, au moment où j’écris cela.)

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19781208ocnoei_02.jpg/full/full/0/default.jpg) 2. En effet : les Européens du xxe siècle ont été formés (même sans le savoir) par des traditions de pensée et des mentalités typiques auxquelles obéissent leurs coutumes, leurs sensibilités politiques, leurs options quant à l’avenir et leurs vues sur le Monde, qui toutes peuvent être rapportées à *deux grandes généalogies culturelles* (religieuses, philosophiques, éthiques, politiques, et donc aussi économiques).

I. La tradition gréco-chrétienne (Socrate-Saint Paul) communautaire-libertaire-solidariste qui aboutit à la démocratie fédéraliste par saint Augustin, saint Thomas d’Aquin, Giordano Bruno, Érasme, Calvin, Althusius, William Penn, Locke, J.-J. Rousseau, *The Federalist*, Tocqueville, Proudhon et Bakounine, le socialisme et l’anarchisme, les fédéralistes européens des années 1950, les écologistes et régionalistes des années 1970…

II. La tradition romaine impériale qui aboutit à la dictature totalitaire par les étapes historiques et doctrinales suivantes : premiers États nationaux au xive siècle, Machiavel, guerres religieuses, J. Bodin, monarchies absolues, Descartes, Hobbes, Hegel, Napoléon, Comte, Marx, le colonialisme, l’étatisme centralisateur, Lénine, les fascismes, le stalinisme, le national-socialisme, puis les régimes à dictature militaire dans le monde entier.

3. Le NOEI tel que l’ont défini les nombreux auteurs qui en ont porté le souci depuis une dizaine d’années, se définit comme un modèle occidental dont les caractères communs sont :

— *l’usage rationalisé des biens matériels* produits par la Nature et par l’Industrie.

— *l’égalisation* recherchée dans la *répartition* des ressources naturelles.

— *la division du travail à l’échelle du Globe*.

— *l’organisation des échanges* entre continents et grandes régions.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19781208ocnoei_03.jpg/full/full/0/default.jpg) — *la gestion communautaire* des ressources naturelles.

— *le développement de banques mondiales*.

— *l’assistance technique*, *l’abaissement des barrières douanières*, *les transferts de technologie*, *la nationalisation des propriétés étrangères*, *la souveraineté sur les ressources naturelles*, *la lutte contre le gaspillage*, *la restitution des produits de l’exportation* (coloniale), etc.

— enfin, *l’intégration* à « un type de société qui serait l’expression d’une conscience unifiée de l’humanité » (Herrera).

4. De ces caractéristiques communes à tous les projets d’organisation planétaire de l’économie et de ses conséquences sociales, résulte à l’évidence — comme le soulignent la plupart des auteurs consultés — *qu’il s’agit en fait de l’extension mondiale d’un modèle occidental*.

Or tout modèle occidental, quelque assoupli, adapté, différencié qu’il soit, se voit inévitablement marqué par l’utopie si longtemps acceptée sans critiques de la croissance industrielle illimitée, servie par une production illimitée. Croyance évidemment réfutée par le seul fait que la Planète est une sphère finie, mais que l’Occident (Europe xixe siècle, puis USA xxe siècle, plus URSS « Nous ferons mieux que l’Amérique ! ») a répandue de 1880 à 1970, sous le nom de Progrès, et que tous les peuples de la Terre ont adopté, comme les jeunes Européens ont adopté le jazz, le rock, et les blue-jeans — à de rares exceptions près.

Le seul fait, incontestable, que le « nouvel ordre mondial » soit presque toujours qualifié d’économique est parfaitement révélateur de son origine occidentale (européenne d’abord) et de ses buts réels : l’extension à tous les peuples du monde des croyances scientistes et des mesures matérialistes (remplaçant en fait les *valeurs*) de l’Europe bourgeoise du xixe siècle.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19781208ocnoei_04.jpg/full/full/0/default.jpg) 5. Or, devant ce modèle scientiste, matérialiste, quantitatif, deux réactions sont possibles :

— celle positive, des élites sociales et du personnel détenant les pouvoirs dans les *États-nations*, nés en Europe (Révolution française, Napoléon) et dont la formule s’est propagée sur toute la Terre au xxe siècle (ils sont environ 160 aujourd’hui) ;

— celle, critique, sceptique, contestataire ou négative, des *nouvelles générations européennes* écologistes, régionalistes, fédéralistes.

6. Les États-nations, en tant que tels, acceptent les présupposés économistes d’un ordre mondial soumis aux impératifs de la rentabilité, de la productivité et de l’innovation à tout prix, fût-ce au prix des équilibres culturels et naturels les plus précieux pour une communauté.

C’est qu’ils s’y reconnaissent, qu’ils y retrouvent les recettes de leur comportement politique.

Mais cette acceptation tacite, non critique, des *finalités* de la société industrielle scentifico-technique en croissance illimitée — ou plutôt ce refus de les mettre en question — n’implique pas que les *moyens* d’une politique d’organisation mondiale de l’économie vont être consentis par les États-nations occidentaux (capitalistes et communistes, identiquement).

Au contraire : chacun de nos États (que ce soit à l’Est ou à l’Ouest) s’empresse de déclarer, devant chaque ensemble de mesures communes proposées, qu’il n’acceptera :

1° que ce qui sert ses propres intérêts,

2° que ce qui n’empiète pas, si peu que ce soit, sur ce qu’il considère comme relevant de sa souveraineté nationale absolue.

Car nos États-nations ne regardent jamais les réalités mondiales que sous l’angle de l’influence qu’ils y peuvent exercer, mesurée en termes de prestige et de balance commerciale. La tradition [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19781208ocnoei_05.jpg/full/full/0/default.jpg) de Machiavel et de Hobbes, modernisée par Lénine et Mussolini, ne prépare pas les peuples ni leurs dirigeants à considérer la *solidarité* internationale comme autre chose qu’une utopie ridicule, quand il ne s’agit pas d’une sournoise manœuvre de l’Étranger jaloux contre l’intégrité de notre nation. (Exception : en cas de crise très grave, la « solidarité » régionale peut servir de nom respectable à une stratégie de mafia, bien entendu transnationale.)

L’histoire des trois dernières décennies en Europe de l’Ouest fournit d’abondantes illustrations à la sévérité de ces remarques. (Mafia de l’énergie nucléaire, échec de la coopération agricole, échec des conférences sur le droit de la mer, refus de mesures de protection de l’environnement au nom de la Défense nationale, etc., etc.)

Les mêmes réflexes stato-nationalistes qui bloquent la fédération des peuples européens (en dépit du lip service que lui payent tous les ministres et chefs d’État) multiplieront nécessairement les obstacles à tout établissement d’un « nouvel ordre économique international », en dépit de toutes les résolutions adoptées par les congrès, colloques et conférences internationales sur le NOEI, ses finalités, ses conditions, ses voies et moyens de réalisation.

Les États-nations, comme les peuples, on peut le craindre, ne comprendront jamais qu’un seul langage, celui des désastres consommés, des crises déclarées à grand bruit, des pénuries flagrantes. La *pédagogie des catastrophes* est seule capable de leur enseigner quoi que ce soit qui diffère tant soit peu des *utopies du Progrès matériel*, encore partout régnantes en dépit des démentis que leur infligent tous les jours toutes les réalités du temps présent.

7. Inversement, les forces nouvelles, encore minoritaires, mais peut-être décisives pour un assez proche avenir, dont on peut observer l’émergence dans les pays de l’Europe de l’Ouest, rejettent la plupart des présupposés du modèle occidental de NOEI, — mais en revanche, favorisent, cultivent et promeuvent les seules valeurs qui permettraient [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19781208ocnoei_06.jpg/full/full/0/default.jpg) l’éventuelle réalisation d’un ordre planétaire digne du nom ; valeurs de solidarité, de coopération concrète, et de répartition des tâches, selon leurs dimensions, aux différentes communautés de taille correspondante : locales, communales, régionales, nationales, continentales, mondiales.

Aux yeux des écologistes, régionalistes et fédéralistes de l’Ouest européen, le NOEI apparaît comme une conception rationnelle visant à une sorte de péréquation à l’échelle mondiale, à une comparabilité des quantités, pourcentages, prix, heures de travail, pouvoirs d’achat, calories, etc., toutes notions spécifiques de l’Occident moderne (industriel). Autant dire que le NOEI cherche à remédier à la crise mondiale à l’aide de certains des instruments qui l’ont créée et des attitudes mentales qui empêchent (les États-nations) de réaliser ce « nouvel » « ordre » — ces deux derniers mots d’ailleurs faisant problème, car :

1° croire que le nouveau est toujours meilleur, c’est une des superstitions typiques nées en Europe ;

2° l’ordre ne peut être « nouveau », il n’y avait rien à remplacer ;

3° les caractéristiques du NOEI (voir les 33 thèmes) sont celles d’une *mise en ordre* plutôt que d’un ordre véritable qui supposerait un principe interne (moral, spirituel) d’harmonie, qui n’apparaît pas ;

4° l’ordre préconisé est conçu comme cadre et programme, faisant intervenir à tout instant des notions d’égalité ou d’égalisation, de réduction à des quantités comparables, à de l’homogène, à de l’échangeable ou interchangeable, ce qui va en sens contraire de la revendication générale des nouvelles générations : celle du droit à la différence, à l’identité irréductible, personnelle et/ou communautaire.

Les écologistes, les régionalistes, les fédéralistes, rejettent tous les notions de productivité sans freins sociaux ni culturels, de rentabilité qui ignore les coûts humains et naturels, de potentiel militaire qui ne veut compter qu’en mégatonnes d’explosifs, [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19781208ocnoei_07.jpg/full/full/0/default.jpg) non pas en volonté d’autonomie des groupes, des communes, des régions.

Ils rejettent les présupposés de tout modèle occidental impliquant la substitution de l’État-nation aux responsabilités civiques, que seules gagent les libertés personnelles.

Ils rejettent les présupposés du gaspillage d’énergie (projection des années folles 1970-1973) et de la consommation d’énergie doublant tous les 10 ans, de la croissance démographique et urbanistique exponentielle, et de l’uniformisation des caractères culturels et personnels. Ils ne veulent pas d’un modèle occidental s’imposant au Monde par la logique inexorable de la croissance industrielle illimitée. Ils veulent au contraire une société mondiale où la *différence* soit non seulement reconnue mais garantie et cultivée. Ils demandent la liberté des personnes et des communautés, l’une gageant l’autre.

Ils savent, au surplus, que l’homme ne peut être libre que là où il est responsable ; et qu’il ne sera jamais responsable dans les villes énormes et les collectivités gigantesques des États-nations actuels. Ils veulent donc de *petites unités* sociales, économiques, civiques. Ils veulent des régions non des nations. Symboliquement : des communautés mesurées par la portée de la voix d’un homme criant sur l’agora (Aristote), de telle manière que l’on puisse lui répondre, dialoguer ; ce que l’on ne peut pas faire avec les radios et les télévisions d’État, qui parlent à sens unique à des gens passifs, incapables de répondre donc d’être responsables au sens étymologique du mot.

8. L’avenir et la possibilité d’un véritable ordre mondial et de ses implications économiques dépendent donc de l’attitude civique, politique et culturelle ou spirituelle de nos contemporains en Occident, et d’abord en Europe.

L’Europe unie, c’est-à-dire l’Europe fédérée sur la base des régions, ne se fera qu’en dépit des partis existants, presque tous héritiers du xixe siècle. Ceux qui ont entrepris de la créer pensent que le modèle occidental qui règne aujourd’hui sur toute la Terre et qui vise à la Puissance, ne peut conduire qu’au désastre. Il doit être remplacé par un modèle qui vise à la Liberté. Seule la réalisation [[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19781208ocnoei_08.jpg/full/full/0/default.jpg) de ce second modèle par l’Europe de l’Ouest sera capable de libérer nos contemporains de la fascination qu’exerce sur eux le premier modèle, non seulement dans le tiers-monde mais en Europe même.

Rien ne servirait de proposer (ou pire : de chercher à imposer) le NOEI, s’il n’y a pas d’exemple, dans les pays développés, d’un ordre social solidaire, coopératif et libertaire *réalisé* quelque part sur la Terre, de nos jours, et de préférence là même où le mauvais modèle s’était constitué. Le Dr Albert Schweizer disait : « On a tort de dire que l’exemple vécu est le meilleur moyen d’influencer les hommes. Car c’est le seul. »

L’avenir d’un ordre solidaire global, qui est la seule alternative au désastre économique et à la guerre nucléaire, se trouve donc lié à l’avenir d’une fédération réussie de l’Europe occidentale.

# [ddr19790208cpne] Continuité des politiques nationales en Europe (8 février 1979)[[14]](#footnote-14)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790208cpne_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Une des premières manières qu’ont les groupes humains de se distinguer les uns des autres et de s’individualiser, c’est d’éprouver et d’exprimer à l’égard de leurs voisins certaines méfiances et certains dégoûts qui peuvent aller jusqu’à la haine après qu’une guerre, même causée par eux peut-être, paraît avoir « justifié » ces méfiances et ces dégoûts. Les nations naissent du même mouvement que les stéréotypes nationaux.

Au début du xiiie siècle, alors que le mot latin *natio* ne désigne encore dans une université que les groupes d’étudiants parlant la même langue, l’historien Jacques de Vitry donne une première description des « nations » dans ce qu’elles lui paraissent avoir de spécifique ; et toutes les épithètes qui lui viennent à l’esprit se trouvent être désobligeantes, même pour définir ses compatriotes. Les Anglais sont « ivrognes », les Allemands « coléreux », les Français « orgueilleux, faibles et féminins ».

Plus précises et plus nationales au sens moderne sont les descriptions de Moreri dans son grand dictionnaire historique de la fin du xviie siècle ; elles vont fixer pour très longtemps (pratiquement jusqu’à nos jours) les clichés de base de la psychologie des peuples :

« On dit que les Français sont polis, adroits, généreux, mais prompts et inconstants ; les Allemands sincères, laborieux, mais pesants et trop adonnés au vin ; les Italiens agréables, fins, doux en leur langage mais jaloux et traîtres ; les Espagnols secrets, prudents, mais rodomonts et trop formalistes ; les Anglais courageux jusqu’à la témérité, mais orgueilleux, méprisants, et fiers jusqu’à la férocité. »

Mais cette histoire des préjugés, dégoûts mutuels, « ennemis héréditaires » et autres stéréotypes tribaux, magiques, racistes, etc., si elle est la plus ancienne et la plus continue de nos traditions politiques, n’est pas encore la plus explicative des attitudes politiques traditionnelles de nos États. Celles-ci ne peuvent être comparées que sur le fond des grands Empires dont les nations modernes se sont détachées, ou dont elles sont les produits de décomposition.

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790208cpne_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Une première grande division de l’Europe en Est et Ouest remonte à l’Empire romain : les pays à l’ouest du *limes* sont, sans contestation possible, européens et trouvent dans l’héritage romain le fondement de leur continuité. Les autres seront conquis par Charlemagne, ou ne se rattacheront à l’Occident que plus tard, à travers le très long détour de l’héritage chrétien de Byzance.

Deuxième étape : l’Empire carolingien (de 800 à 814) correspondra assez exactement aux Six du traité de Rome. Ni la Grande-Bretagne, ni l’Ibérie, ni la Scandinavie n’en font partie[[15]](#footnote-15).

Il y eut enfin le Saint-Empire romain de nation germanique, héritier de la Carolingie diminuée de la France, de l’Aquitaine et de l’Occitanie. France, Angleterre, Espagne se constituent hors de l’Empire et *contre* lui en États nationaux conquérant les « nations » (au sens primitif) qui les entourent, les Français dans « l’Hexagone », les Castillans dans « la Peau de Vache », ou les Anglais dans « l’Île » par excellence[[16]](#footnote-16).

Ce sont les relations entretenues au cours des siècles par nos divers États avec les trois Empires successifs qui me paraissent déterminer la politique actuelle de chacun d’eux à l’égard des projets européens. Les plus constamment fidèles aux Six furent ceux qui avaient fait partie des *trois* Empires : Germanie, Italie, pays du Benelux. Vient au second rang la France, qui fit partie des deux premiers, mais affirme son unité contre le troisième : c’est elle sous la pression de ses nationalistes — gaullistes et communistes complices — qui remet en question, périodiquement, soit le traité de Rome, soit les mesures de défense commune (CED), soit l’élection du Parlement européen. Enfin, ceux qui restent à l’écart n’ont [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790208cpne_03.jpg/full/full/0/default.jpg) appartenu ni au Saint-Empire, ni à l’Empire de Charlemagne[[17]](#footnote-17).

S’agissant de la continuité des politiques nationales, la question se ramène d’abord à la continuité des sujets de cette politique, donc des nations. La France demeure à cet égard l’exemple type, le plus ancien, le plus complexe et le plus précisément connu dans ses motivations.

Dès le xiiie siècle, les rois du petit domaine centré sur Paris entreprennent la conquête méthodique des « nations » voisines — Bretagne, Normandie, Occitanie, Provence, Bourgogne, Flandres, Navarre, Alsace, etc., jusqu’à la Savoie au xixe siècle — et ces rois se proclament « empereurs en leur royaume » contre le Saint-Empire et contre la papauté, c’est-à-dire que la France, au nom de son unité et de sa souveraineté absolue ne cessera de s’opposer aux puissances supranationales, et cela, de Philippe Auguste à Charles de Gaulle.

En même temps, elle tentera de s’emparer de ces puissances supranationales pour établir son hégémonie continentale : Philippe le Bel, François Ier, Louis XIV déploient de grands efforts, mais en vain, pour se faire élire empereurs, Napoléon ne met fin au Saint-Empire en 1807 que pour en usurper le nom désacralisé, et Charles de Gaulle ne s’oppose au Marché commun que pour essayer de lui substituer une Europe des États « où la France occuperait la place qui lui revient : la première ».

Mais en même temps, ce sont des Français qui proposeront de siècle en siècle les plans d’union les plus hardis au-delà des États-nations, de Pierre Dubois juriste de Philippe le Bel au début du xive siècle jusqu’aux initiateurs de la CED en 1953, en passant par Émeric Crucé, Sully, l’abbé de Saint-Pierre, Rousseau, Saint-Simon, Proudhon, Aristide Briand, Robert Schuman et Jean Monnet. Et ce sera la France officielle qui les désavouera.

Le cas de l’Allemagne et celui de l’Italie sont radicalement différents. Si la France, l’Espagne et la Grande-Bretagne se sont [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790208cpne_04.jpg/full/full/0/default.jpg) constituées en États nationaux dès le xiiie siècle par les entreprises du Domaine parisien, de la Castille, et des royaumes réunis par Egbert, les Allemagnes et les Italies n’ont atteint l’unité étatique qu’au dernier tiers du xixe siècle par les entreprises de la Prusse et du Piémont. Elles ne peuvent se référer dans le passé qu’aux traditions du Saint-Empire, qui sont précisément pluralistes, anti-unitaires et supranationales. Ainsi leurs brèves tentatives d’expansion nationale en Europe et outremer sous Guillaume II, puis sous Hitler et sous Mussolini, n’ont-elles abouti qu’à des échecs retentissants, en contraste avec les réussites séculaires des expansions impériales ibériques, puis françaises et britanniques sur le continent et hors d’Europe.

En somme, les politiques traditionnelles de nos pays ont l’âge de leur État-nation : cinq ou six siècles pour la France, quatre ou cinq pour l’Espagne et le Royaume-Uni, un siècle pour l’Allemagne et l’Italie, et un demi-siècle pour les pays de l’Est créés ou réformés par les traités de 1919-1920.

C’est en fonction de l’âge de ces traditions que varient les attitudes des États-nations face au projet d’union européenne — plus qu’en fonction des réalités présentes. Ou pour mieux dire : l’adaptabilité d’un État moderne aux réalités modernes est en raison inverse de l’ancienneté de ses traditions nationales.

La France comme telle, c’est-à-dire comme modèle (au sens du terme dans les sciences actuelles) de l’État-nation, cherche bien moins à s’adapter aux conditions nouvelles de l’Europe dans le monde (réseaux d’interdépendances régionales) qu’à réduire les autres pays européens à son idée traditionnelle de l’indépendance nationale. La Grande-Bretagne des années cinquante refusait de participer au Marché commun à cause de ses traditions « impériales » (au sens d’Empire colonial) périmées en fait plus encore qu’en droit. La Suisse invoque sa neutralité, même superflue, en l’adoptant et l’étendant à l’échelle du Continent. La Russie ne cesse d’être asiatique et despotique que lorsqu’elle peut retourner contre l’Europe les procédés et les doctrines qu’elle lui emprunte : sous Pierre le Grand l’industrie, sous Nicolas Ier l’État-nation bureaucrate, et sous Staline le marxisme.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790208cpne_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Bref, il n’est pas une « politique traditionnelle » qui ne joue contre l’Europe unie — et en même temps, il faut bien le reconnaître, contre tout bon sens politique, s’il est vrai que celui-ci est d’abord une capacité d’*inventer* de quoi faire face aux situations nouvelles, ou de les créer.

Mais si toute politique traditionnelle a par là même les plus grandes chances d’être en fait une anti-politique dans notre monde en mutation, quelles sont les chances du contraire, consistant à nous libérer des attitudes traditionnelles de nos États ?

Je les suppose à peu près nulles, tant que l’on reste au plan de l’État-nation défini par sa capitale et ses frontières sacralisées. Car nos États-nations sont dirigés par un personnel politique formé de fonctionnaires permanents, de députés et de ministres semi- professionnels, que je crois être plus que tout autre groupe social, victime des stéréotypes réputés traditionnels, transmis par l’École et la Presse au xixe siècle, par les mass medias au xxe siècle.

Nous avons vu que le caractère le plus général des stéréotypes nationaux (péjoration systématique du voisin) qui inspirent les décisions de ce personnel politique est impropre à tout esprit de coopération et hostile à tout projet d’union. Ce sont les restes de situations et d’accidents dépassés depuis longtemps et qui dorment oubliés sous les manuels et les fiches des journalistes, sources principales des discours parlementaires.

Si l’on veut faire l’Europe, il faudra tout d’abord non pas « renverser » ou « faire sauter » les États-nations (ce serait de l’utopie au pire sens du mot), mais les laisser dépérir comme ils commencent à le faire — trop petits à l’échelle mondiale, trop grands pour animer communautés et provinces. En même temps, il faudra promouvoir les régions et les pôles de développement qui correspondent aux nécessités, mais aussi aux possibilités nouvelles de la technique dans notre ère post-industrielle.

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790208cpne_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Contre l’Europe des politiques traditionnelles, c’est-à-dire des clichés nationalistes, il nous faut édifier l’Europe de la politique véritable, celle qui prend ses repères aux trois niveaux *local*, *continental* et *planétaire* qui déterminent la société de demain.

Car au niveau local se posent — et peuvent être résolus en partie — les problèmes immédiats de l’environnement, de l’emploi, et de la participation civique, laquelle ne peut être réelle que dans de petites unités.

Au niveau continental se forme le tissu toujours plus serré des relations entre régions : transports et culture, mobilité professionnelle et défense locale.

Au niveau planétaire enfin peut seule devenir organisable la régulation des climats, de l’alimentation, des ressources non renouvelables, de la défense des océans…

Contre l’Europe des mythes stato-nationalistes, la seule Europe que nous pourrons bâtir sera celle des réalités en création : *Écologie, Régions, Fédération : même Avenir*.

# [ddr19790507ecoropa] Conférence de presse Ecoropa (7 mai 1979)[[18]](#footnote-18)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790507ecoropa_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Dans notre nom, il n’y a pas seulement ECOlogie, mais EuROPA. C’est sur l’Europe, et sur le lien Europe-Écologie que je voudrais insister en guise de conclusion.

Vous entendez dire à droite comme à gauche (ou à l’Est) que l’Europe ne serait qu’une invention de technocrates, de financiers, d’industriels, ou d’états-majors de multinationales. C’est vrai, hélas, pour ces technocrates, financiers et états-majors. Mais ce n’est pas cette Europe-là — d’ailleurs condamnée — que nous voulons sauver à Ecoropa.

Notre Europe est une nécessité qui s’inscrit dans l’histoire mondiale de cette fin du xxe siècle ; si l’Europe ne se fait pas, ne s’unit pas, ne se fédère pas, nous allons à la catastrophe non seulement européenne, mais mondiale.

Pour cette raison très simple : que c’est l’Europe qui a créé le monde où nous vivons, en ce sens qu’en créant la première civilisation industrielle elle a convaincu tous les autres peuples de la Terre qu’ils devaient l’imiter à tout prix.

Or ce modèle occidental de civilisation industrielle fondé sur le développement *matériel* indéfini apparaît aujourd’hui complètement utopique. Saint Thomas et les scolastiques pourtant nous avaient prévenus : « *Le fini n’est pas capable d’infini.* » Mais nous avons perdu de vue cette vérité fondamentale. Nous nous sommes imaginé que la Terre, loin d’être une sphère finie et que rien au monde ne pourra rendre plus grande qu’elle-même pouvait être exploitée indéfiniment en progression exponentielle : voilà l’*utopie totale* !

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790507ecoropa_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Nous le savons tous : d’ici 20, 30, 50 ans, il n’y aura plus de pétrole, plus d’uranium pour le remplacer, plus de cuivre pour les fils électriques, plus de manganèse pour l’acier. Si le tiers-monde se mettait à consommer autant que nous, c’est dans 3 ans ou dans 5 ans seulement que toutes ces ressources seraient épuisées.

Devant un danger aussi pressant, nous ne pouvons nous contenter de « faire confiance » à l’ingéniosité infinie de l’esprit humain. Devant les risques à peu près infinis du nucléaire par exemple… C’est dans ce contexte-là que se pose la question européenne : un contexte de civilisation devenu commun à toute l’humanité. Puisque le modèle industriel, imité par le reste du monde, nous a conduits à l’impasse absolue, *l’Europe se doit — et doit au Monde — d’élaborer un autre modèle de civilisation*, qui ne soit plus axé sur la perspective d’un développement matériel indéfini ; elle se doit de proposer un autre idéal de Progrès, non vers la Puissance, mais vers la Liberté des personnes.

Il faut changer de cap, et il faut que l’Europe donne l’exemple. Il ne suffit pas qu’elle *déclare* qu’elle va faire autre chose. Le tiers-monde ne commencera à la croire que si elle réalise une autre société, un autre modèle vécu.

J’aime ce mot du Dr Schweitzer : « *L’exemple n’est PAS le meilleur moyen d’agir sur autrui : c’est le seul.* »

Mais passer à la réalisation du modèle disons « écologique », c’est d’abord dépasser le dogme des souverainetés nationales absolues.

Dogme condamné par la papauté à plusieurs reprises comme hérésie, mais repris du modèle napoléonien par environ 160 États-nations souverains dans le monde actuel !

*Dogme qu’il faut dépasser* parce qu’il conduit nécessairement à la guerre nucléaire donc à la fin de l’histoire de notre civilisation dans un monde où vingt-cinq à trente États seront armés de la Bombe d’ici quelques années.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790507ecoropa_03.jpg/full/full/0/default.jpg) *Dogme déjà dépassé* parce qu’en fait nos États souverains ne fonctionnent plus. Aucun n’est en mesure de faire face correctement aux tâches que le gouvernement d’une nation est censé assurer. Nos souverainetés nationales, en effet, ne peuvent résister ni à la colonisation économique par les États-Unis, ni à une intervention militaire qui viendrait de l’Est. Elles ne peuvent ni lutter contre l’inflation sans augmenter le chômage qui progresse en proportion du progrès technologique, ni réduire le chômage sans augmenter l’inflation… Ni maintenir la valeur de la monnaie… Ni faire face à leurs besoins allégués en énergie sans menacer l’environnement et s’opposer par la force à l’exercice des droits démocratiques. Ni prévenir ni guérir la pollution des lacs, des fleuves et des mers océanes. Ni venir en aide au tiers-monde dans sa lutte contre la famine et sa passion de copier et de s’approprier les causes mêmes de notre propre crise… Je le répète, les États-nations sont condamnés puisqu’ils ne peuvent plus jouer leur rôle. Je veux bien que les hommes politiques continuent d’aller, répétant que l’État-nation est la seule réalité avec laquelle il nous faut compter. Alors, qu’ils nous démontrent que cet État-nation fonctionne !

En attendant, faisons l’Europe écologique, ce qui revient à faire l’Europe des régions et, en même temps, l’Europe de la fédération continentale.

L’écologie, ou comme je préfère dire : *le souci écologique*, loin d’être une mode, est une nécessité vitale face à l’agression industrielle. Or, l’application de ses remèdes ne peut être que locale, régionale, ou continentale, mondiale. Jamais nationale ! Les réalités écologiques, la météo, les épidémies, les écosystèmes ignorent les frontières politiques, ces « cicatrices de l’histoire ». Les pollutions et les agressions qui les désorganisent appellent des mesures à réaliser dans des espaces tantôt plus petits, tantôt plus grands que nos États-nations. Pratiquement, plus petit égale *région*, plus grand égale *fédération*, et l’une sans l’autre ne sera jamais possible : elles sont en interaction créatrice.

[[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790507ecoropa_04.jpg/full/full/0/default.jpg) La fédération de l’Europe, ce vieux rêve séculaire, qui a hanté toutes nos meilleures têtes politiques et nos plus grands poètes, de Dante à Victor Hugo, est devenu de nos jours une urgence matérielle, économique d’abord aux yeux des gouvernants. Mais ces derniers bloquent tout progrès vers l’union politique au nom de la sacro-sainte souveraineté nationale absolue et indivisible.

C’est la renaissance et parfois la révolte des régions qui ont remis les choses en mouvement depuis quelques années. Et nous entendons ici par régions non seulement les minorités ethniques et linguistiques auxquelles on pense d’abord, comme Bretagne, Écosse, Euskadi, Corse ou Sud-Tyrol ; non seulement les régions économiques « de développement », comme le Mezzogiorno, mais plus généralement ce que j’ai baptisé des espaces de participation civique, des territoires dont la taille permette encore au citoyen de prendre en main ses destins et de faire entendre sa voix.

Pendant longtemps, on a traité les régionalistes de rêveurs du passé, puis d’utopistes. Mais l’utopie (du *u* privatif et *topos*, lieu, donc *non-pays*, *lieu de nulle part*) est exactement ce qui doit désigner l’État-nation, ce modèle abstrait plaqué indifféremment sur n’importe quel pays de la Terre, sans tenir compte de ses résultats spécifiques géo-historico-culturels et économiques. La région est le contraire absolu de l’u-topie !

C’est ce que les Européens ont senti et compris de mieux en mieux depuis une vingtaine d’années, et les progrès de l’idée régionaliste par leur ampleur et leur rapidité sont bien faits pour ranimer les espoirs des fédéralistes : non seulement l’Allemagne de l’Ouest est déjà constituée de länder et la Suisse de cantons qui à [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790507ecoropa_05.jpg/full/full/0/default.jpg) certains égards présentent les avantages de mes « espaces de participation civique », mais l’Italie a mis en vigueur en 1970 sa constitution prévoyant des régions autonomes, la Grande-Bretagne est aux prises avec le grave problème de la *devolution*, la France même connaît un profond renouveau des mouvements régionalistes, tandis que l’Espagne vient de se doter d’une constitution qui définit l’État comme l’ensemble des « communidades autonomas » existantes où à créer ! Et tandis qu’en Belgique, vous vivez les affres de la gestation combien difficile, des régions et des sous-régions qu’on a même proposé de nommer des « fédérations de pays ».

Je le répète : cette évolution vers les régions est issue des possibilités de dépassement par en haut de nos souverainetés stato-nationales, possibilités ouvertes par la création du Conseil de l’Europe puis de la CECA et enfin de la CEE. En retour, la formation de régions autonomes — dépassement par en bas des cadres étatiques centralisés — offrira la seule base vivante à une fédération des peuples de l’Europe.

D’où la devise que j’ai proposée aux mouvements dont proviennent la plupart des membres d’Ecoropa : *Écologie – Régions – Europe fédérée : même Avenir*.

Bien sûr, la fédération ne sera pas la panacée universelle, la formule magique. Mais s’il est probable que l’Europe fédérée n’a pas réponse à tout, il est certain que les souverainetés nationales n’ont plus réponse à rien !

Toutes ces idées, vous les trouverez rassemblées dans un petit livre qui paraît aujourd’hui même en français (et qui paraîtra au cours des semaines qui viennent en italien, anglais, néerlandais et allemand) et qui est sorti des travaux d’un groupe Cadmos, dont plusieurs des membres les plus éminents sont parmi les fondateurs d’Ecoropa. Il s’agit d’un [*Rapport au peuple européen sur l’état de l’union de l’Europe*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1979rpe).

[[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790507ecoropa_06.jpg/full/full/0/default.jpg) J’ai l’honneur de le présenter ici pour la première fois en public. Je le remets solennellement à mes amis d’Ecoropa : ils y trouveront le développement anticipé des thèses de notre Manifeste et de notre Déclaration.

# [ddr19790727ecoropa] Rapport intérimaire pour Ecoropa (27 juillet 1979)[[19]](#footnote-19)

## [[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_01.jpg/full/full/0/default.jpg) I. L’idée générale : formule d’une Europe parallèle ou rêverie d’un fédéraliste libertaire[[20]](#footnote-20)

Parmi les droits fondamentaux de l’homme, le droit au rêve est l’un des plus souvent négligés… par ses ayants droit. Saisissant l’occasion d’un jubilé qui peut porter à l’indulgence, je viens soumettre au jugement du grand juriste qu’est Fernand Dehousse un cas pendable d’utopie fédéraliste, dont je ne conteste pas être l’auteur.

L’évolution de l’idée européenne, du congrès de La Haye, 1948, aux derniers marathons agricoles de Bruxelles, illustre la croissance zéro.

Depuis trente ans que nos chefs d’État la disent urgente, notre union n’a cessé de ne pas avancer. J’y vois la preuve qu’on ne peut la faire sur la base de ces États-nations qui partagent aujourd’hui la planète en un peu plus de 160 « souverainetés absolues ».

Mais si l’on ne peut pas la faire avec eux, peut-on l’imaginer sans eux ?

[[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_02.jpg/full/full/0/default.jpg) Des régions se dessinent peu à peu dans la réalité continentale. Oblitérées depuis deux siècles par la méfiance ou la haine vigilantes de l’administration centralisée, elles reprennent leur relief sitôt qu’il est question de dévaloriser si peu que ce soit les frontières que décrètent, sur notre péninsule, le hasard des guerres et le jeu des traités.

« Une région ne se délimite pas, elle se reconnaît », écrivait Vidal de la Blache. Une quarantaine de ces « reconnaissances » sont en train de s’opérer dans l’Ouest européen. Or, la plupart des aires régionales qui se font reconnaître ainsi se trouvent être transfrontalières. Et l’on y est amené à constater que, confrontés aux problèmes qui s’y posent, les États-nations à tout coup bloquent les solutions de bon sens. Il s’agit, pour la capitale, de sauver l’idée de souveraineté, et non pas de résoudre telle ou telle crise concrète.

Mais à cause de cela même, ces régions prennent conscience à la fois de leur identité particulière, et de leur problématique commune. Elles demandent à s’autogérer, et voient bien qu’elles devraient se fédérer *à cette fin*.

Qui pourrait les retenir de le faire ? Les États-nations seuls. Mais ils devraient alors s’avouer franchement totalitaires, comme aucun, jusqu’ici, ne l’a osé à l’Ouest. Le problème reste donc de savoir à quel moment et sous quelle forme l’État-nation pourrait se voir contraint de s’opposer par la force au scénario qui suit, et s’il en aurait les moyens.

J’en viens au récit de mon rêve.

Je voyais les quarante régions qui naissent sur notre continent : du Schleswig à Bâle par la Frise et la vallée du Rhin ; du Léman à Gorizia sur l’arc alpin. Et je voyais plus loin le pays de Galles, la Bretagne, Euskadi, les Catalans… Je voyais des régions décrétées par la capitale nationale (comme Rhône-Alpes) ou au contraire revendiquées contre la capitale (comme la Savoie) ; des régions en pleine renaissance historique, [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_03.jpg/full/full/0/default.jpg) ou seulement révélées par une crise socio-économique ; des régions naturelles homogènes ; des régions ethniques brimées ou transfrontalières divisées. Je les voyais en train de se compter, de se nommer, de se lier et jumeler, de découvrir leurs complémentarités. C’était leur droit et leur plaisir, et c’était leur devoir civique.

Et dans l’euphorie qui émanait de cette vision d’un continent renaissant, je me disais…

*Rien n’empêchera*… selon les lois en vigueur dans nos États démocratiques, toutes ces régions, si elles le désirent, de se retrouver une fois par an au cours d’assises européennes réunissant leurs délégués, comme le font après tout les pharmaciens, les assureurs et les philatélistes, pour ne rien dire des internationales socialistes ou libérales.

*Rien n’empêchera* ces assemblées, si elles l’entendent, de faire appel à des compétences reconnues dans les domaines économique, écologique, éducatif, scientifique…

*Rien n’empêchera* que ces hommes compétents, avec l’aide de contributions financières fournies par les régions, ne créent, pour remplir leur mission, une série d’agences européennes — pour l’économie, l’énergie, les transports et l’écologie, l’éducation et la culture, les régions et les communes, les relations extracontinentales…

*Rien n’empêchera* que les chefs de ces agences dispersées sur le continent, dans des villes comme Bruxelles, Paris, Genève, Bonn[[21]](#footnote-21), Copenhague, Strasbourg, Turin, Vienne, Barcelone, Zagreb ou Lisbonne — distantes l’une de l’autre en moyenne d’une heure d’avion —, ne tiennent des réunions hebdomadaires, afin de concerter les options politiques propres à sauvegarder les [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_04.jpg/full/full/0/default.jpg) les mouvants équilibres entre l’homme, la cité, et la nature, dans l’ensemble de nos pays.

Dans le cadre de cette politique générale, *rien n’empêchera*, bien au contraire, que les conclusions de recherches, les expertises, les recommandations et les directives émises par chacune des agences ne soient reçues par les régions de la même manière que les ordonnances du médecin par celui qui l’a consulté, — contrairement à ce qui se passe d’ordinaire avec les circulaires ministérielles, bien vite classées, parfois sans avoir été lues, puisqu’on ne les avait pas sollicitées et qu’elles servent peut-être les besoins de l’État, mais assurément pas les nôtres.

*Rien n’empêchera*, enfin, que les assemblées annuelles ne fonctionnent en fait comme des Chambres — et d’abord comme Sénat des régions ; que ces *agences* ne jouent le rôle de ministères fédéraux, certes non officiels, d’autant plus efficaces ; et que leurs chefs responsables ne constituent ensemble, sous le nom de *Conseil européen*, un exécutif collégial au service des régions, et selon leurs besoins.

Un beau jour, on s’apercevra que l’Europe fédérée est virtuellement faite. (Ce qu’on ne saura peut-être pas, c’est qu’elle sera faite à l’image de la Suisse, avec ses départements fédéraux dont les chefs élus par les Chambres et ne relevant pas des États membres composent un Conseil fédéral ou exécutif — et avec ses délégués des régions administratives, correspondant aux cantons, et des régions fonctionnelles, correspondant aux organisations professionnelles, lesquelles chevauchent en Suisse les frontières cantonales.)

Le jour où les ordinateurs consultés répondront que les liens concrets tissés entre les régions, le tissu des relations nouées entre elles sont devenus plus solides que les liens juridiques traditionnels et abstraits subsistant entre chaque région et sa capitale nationale — ce jour-là, la révolution européenne sera [[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_05.jpg/full/full/0/default.jpg) virtuellement accomplie. Il n’y aura pas besoin de fortes secousses ni de mouvement séparatiste pour rompre ceux des liens stato-nationaux peu à peu tombés en désuétude, à supposer qu’ils soient considérés par les habitants des régions comme des subsistances superflues et gênantes d’un passé de chicanes, d’inefficacité et de guerres.

En revanche, si plusieurs régions choisissent de conserver et de renouveler entre elles des liens plus particuliers, dans le cadre de l’État-nation qui les avait jadis « réunies » de gré ou de force — et je pense aux régions françaises, espagnoles ou britanniques —, rien ne les empêchera de le faire, c’est l’évidence. Pourquoi détruire ce qui garde sa raison d’être, dès lors que cela ne bloque plus l’évolution fédérative et peut même lui servir, cas échéant, de relais de planification écologique ou culturelle, ou d’instances d’arbitrage économique ?

Pour franchir la dernière étape vers la fédération continentale, il suffira sans doute d’élire alors *un véritable* Parlement européen et de se battre pour ses compétences : qu’elles soient très fortes quand il s’agira de régler des tâches de dimensions européennes — mais là seulement —, les régions restant autonomes pour toutes les tâches de dimensions régionales ou communales, dans le cadre des plans continentaux.

*Supposons des régions organisées*, et les agences fédérales qu’elles ont fondées leur envoyant des directives au sujet de l’énergie nucléaire, au sujet des moyens de lutte contre la pollution d’un lac, ou d’un fleuve, au sujet des transports publics transfrontaliers, ou du bilinguisme quand l’ethnie se voit brimée par une langue décrétée « nationale », ou du régime des assurances sociales quand trois frontières politiques divisent une région de main-d’œuvre… Les directives paraissent raisonnables et justes, les pouvoirs locaux et la population se disent prêts à les appliquer. Mais les préfets d’un côté, les ministères de l’autre s’y opposent, pour des raisons majeures, [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_06.jpg/full/full/0/default.jpg) vitales, sacrées : l’indépendance nationale et la souveraineté absolue de l’État. Tout est bloqué. Faut-il s’asseoir et pleurer ? Demandons-nous plutôt où se situe non pas le pouvoir de décision, mais le pouvoir d’application des solutions qui se dégagent ?

Nous verrons que c’est au niveau de la *commune*, dans la plupart des cas . C’est donc là qu’il s’agit de lutter : pour les autonomies municipales, sans lesquelles pas de régions ni de fédération, — mais qui sont beaucoup plus faciles à conquérir que les grandes décisions d’abandon de souveraineté, peut-être sans lendemain, *même obtenues*.

Si nous voulons l’Europe — et nous pourrons l’avoir —, c’est au niveau régional et local qu’il nous faut exiger les moyens de la construire, qui sont très simples : le droit de la commune à cotiser au syndicat régional de l’environnement, des transports ou de l’éducation, sur un budget autonome et voté par son peuple.

La différence entre le rêve et la réalité est chronologique. La plupart des rêves de l’homme se sont réalisés au cours des âges, — voler, aller au fond des mers et sur la Lune, parler à grande distance, tuer de même et sans risques, voir ce qui n’est pas là, entendre Mozart ou Bach ou la voix de ses parents morts en touchant simplement un bouton.

Seule, l’immortalité résiste encore, pour des raisons tout à fait claires : elle serait pour notre société une catastrophe sans précédent. Mais rien de pareil, bien au contraire, ne menacerait, dans le cas qui me fascine…

Si le rêve des régions se réalise, lui aussi, on dira dans dix ans, dans vingt ans, que c’était si facile à prévoir : tout ce qui était raisonnable y conduisait…

## [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_07.jpg/full/full/0/default.jpg) II. Les étapes

Telle étant l’idée générale du projet[[22]](#footnote-22) suggéré à Ecoropa lors de la réunion de Bruxelles, en mai 1979, sitôt qu’on pense à le réaliser, on voit se poser trois séries de problèmes.

A. *Identifier les régions*. On sait à peu près où elles sont, combien elles sont. Mais avant de les convoquer à l’échelle européenne, il serait indispensable de savoir :

— Où sont celles qui méritent le titre de région ? C’est-à-dire quels critères autorisent cette dénomination ?

— Quelles sont leurs instances dirigeantes, *if any* ?

— Quelles sont leurs principales données quantitatives (population, superficie), mais aussi leurs problèmes majeurs et leurs affinités et complémentarités avec les régions voisines.

Ceci suppose une enquête dans tous nos pays, un personnel compétent pour la conduire, un financement (même si l’on s’adresse à des instituts déjà existants).

B. *Convaincre les régions de coopérer à l’échelle européenne, à la création d’une fédération continentale inspirée par une politique écologique et en proposer les moyens*.

Rien ne se fera que moyennant l’accord expressément déclaré des régions s’exprimant par les responsables de leurs mouvements, de militants, ou de leurs autorités légales là où elles existent déjà.

[[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_08.jpg/full/full/0/default.jpg) C. *Convoquer l’Assemblée européenne des régions*.

Le processus de nomination des délégués n’est pas très important dans les débuts, et variera d’une région à l’autre. Il y aura des années de tâtonnements et d’à peu près, mais à ce stade, n’importe quoi vaut mieux que rien : on peut au moins travailler dessus.

(Le problème à résoudre préalablement sera celui du financement de l’Assemblée, voyage et séjour des délégués régionaux, frais de staff encourus par l’organisme invitant.)

## III. Rôle possible d’Ecoropa

Je le vois à priori comme celui d’un catalyseur de l’opération régionaliste.

Des tentatives d’organisation, ou plutôt de mise en réseau des régions frontalières ont été esquissées, avec des succès divers par la *Conférence des pouvoirs locaux et régionaux*, qui a son secrétariat au Conseil de l’Europe, et qui a déjà organisé les colloques (ou « confrontations ») à Strasbourg, Salzbourg, Galway, Bordeaux, entre 1972 et 1978.

Ces initiatives tendent plus ou moins expressément — dans l’esprit des fonctionnaires du CE qui en sont responsables, appuyés par de nombreux éléments des mouvements régionaux — à l’instauration d’un *Sénat européen des régions*. Mais la nature intergouvemementale du Conseil de l’Europe, et donc de la Conférence qui en dépend, ne laisse pas espérer de réalisations réellement fédéralistes, c’est-à-dire inacceptables par le Comité des ministres du CE, qui tranche de tout en dernier ressort. Si, au [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_09.jpg/full/full/0/default.jpg) mieux (ou au pire, selon moi) les travaux des colloques prochains devaient aboutir à des réalisations concrètes (élection d’un Sénat des régions sous les auspices des gouvernements stato-nationaux), les espoirs des fédéralistes véritables seraient compromis, voire anéantis pour longtemps.

Le problème se ramène à ceci :

— partir des résultats acquis par la Conférence des pouvoirs locaux et régionaux ;

— mais aussi reprendre tout le problème sur la base d’une organisation européenne des régions *par elles-mêmes*;

— trouver le moteur ou « principe motivant majeur » de la fédération des régions.

C’est ici qu’Ecoropa me paraît susceptible d’intervenir.

Les partis sont exclus, comme agents fédérateurs. Leurs motivations sociales étant plus polémiques ou impérialistes que fédératrices. (Voir les dénonciations criardes de la SPD par le PCF et même par la moitié des dirigeants du PS français. Voir aussi l’opposition entre les options européennes du PCI et celles du PCF.)

Il faut qu’intervienne ici un facteur non partisan qui par sa nature même oblige à rechercher des solutions régionales et/ou continentales, — ce qui littéralement définit le fédéralisme européen.

Ce facteur est l’écologie, la politique écologique.

Je dis que ce facteur serait *catalyseur*.

Ecoropa n’est nullement équipée, actuellement, pour assumer la tâche de fédérer les régions européennes.

Le problème est de savoir si, assumant ce but, elle trouverait par cela même *les moyens* de l’atteindre.

## [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790727ecoropa_10.jpg/full/full/0/default.jpg) IV. À discuter à Strasbourg (après de premiers échanges par correspondance)

1. Voulons-nous cela ? Expliquer pourquoi. (Écologie-Régions)

2. Modifications éventuelles du schéma proposé !

3. Ecoropa comme *état-major* de l’action proposée.

4. Ecoropa comme directeur d’enquête dans les divers pays, sur les points II. A, B, C.

5. Ecoropa comme *invitant* à la première Assemblée européenne des régions.

6. Comment, sur ce programme, réunir des fonds ?

# [ddr19790924noei] Obstacles au nouvel ordre économique international (NOEI) en Europe du Centre (24 septembre 1979)[[23]](#footnote-23)

## [[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_01.jpg/full/full/0/default.jpg) I. Introduction : les pièges du vocabulaire

Le titre que l’on m’a proposé de traiter, à savoir : *Obstacles au nouvel ordre économique international dans les pays du centre de l’Europe* me pose d’abord autant de questions que de termes utilisés : *nouvel*, *ordre*, *économique*, *international*, toutes expressions relevant en fait d’une mentalité occidentale à la fois révolutionnaire, rationaliste, matérialiste, nationaliste — à quoi j’ajouterai une question préalable quant au sens implicite du terme *obstacles*. Et pour finir, j’aurai à m’expliquer sur ce qui m’autorise — ou non — à parler au nom de l’*Europe du Centre*.

L’énoncé proposé évoque en moi des réactions précises, dont l’ensemble et les articulations vont sans doute définir l’essentiel du contenu de mon travail. Je les formulerai donc d’entrée de jeu, sans précautions diplomatiques, ou autres, en m’excusant du caractère quelque peu agressif qu’elles risquent fort de prendre, malgré moi, dans un rapport où il n’est pas toujours possible de nuancer suffisamment.

Je prendrai donc d’abord l’énoncé proposé, terme à terme, pour le soumettre à l’examen critique d’un Occidental très soucieux à la fois de la vraie vocation de sa culture et des intérêts supérieurs (écologiques, éducatifs, coutumiers et économiques) des peuples concernés par le projet NOEI.

Le titre même de l’enquête prête à une ambiguïté certaine : *Les obstacles au NOEI* dans telle ou telle région du monde, cela implique que ce qui fait obstacle devrait être écarté, [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_02.jpg/full/full/0/default.jpg) supprimé, non pas considéré en soi, *on its own merits*, à des fins éventuelles de meilleure formulation du projet, voire de sa remise en question, ou même de son abandon éventuel. Le mot *obstacle* a généralement — en Occident — une valeur non seulement négative : celle d’un accident, mais péjorative. Il n’est pas un signe à prendre au sérieux, mais une résistance morbide à éliminer. Son premier devoir est de se laisser surmonter, dit un proverbe italien.

Or, en fait, je voudrais considérer ici le *bien-fondé* des résistances que beaucoup de bons esprits, en France, en Grande-Bretagne, en RFA, au Benelux, en Autriche et en Suisse, en Italie et en Grèce, opposent à l’énoncé même du projet : *nouvel ordre économique international*. Et je voudrais valoriser ces résistances, en les reliant aux systèmes philosophiques, sociaux ou politiques qui les motivent :

a) *Nouvel* me paraît doublement critiquable en ceci 1° que s’il n’y avait aucun ordre auparavant, son instauration subséquente ne saurait être dite « nouvelle » : elle serait inaugurale. Or qui peut soutenir que le « nouvel » ordre souhaité succéderait à un « ordre » préalable quelconque ? 2° La *nouveauté*, d’une manière générale et pour ainsi dire absolue (sans référence à un état *— previous — antérieur* bien défini) est devenue valeur en soi dans les pays européens, puis aux USA, au cours du xviiie siècle. Avec la création d’une centaine de *New* cités sur tous les continents — plus nombreuses mêmes que les Alexandries héllénistiques —, l’Occident n’a pas manqué d’assister à des rénovations d’allure politique dans les domaines les plus divers de la pensée et des beaux-arts : chaque *école* nouvelle se croyait autorisée à ridiculiser celle qui l’avait précédée, la déclarant non seulement insuffisante, mais nocive, sournoisement liée à des « abus » ou à des « superstitions » pas seulement d’ordre intellectuel ou artistique, mais en fait politique et social. La querelle des Anciens et des Modernes, déclenchée en France à la fin du xviie siècle devint très vite, avec l’Encyclopédie française, puis avec le romantisme, la lutte entre l’obscurantisme et les Lumières puis entre la Réaction et la Révolution. D’où l’efficacité presque irrésistible de l’adjectif « nouveau » dès qu’une école, voire un auteur isolé, parvenait à l’accoler à son œuvre dans l’esprit du public.

[[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_03.jpg/full/full/0/default.jpg) Au xixe siècle et bien plus encore au xxe, grâce à l’invention de la publicité puis de l’effet surpotentialisant des mass médias sur celle-ci, la *nouveauté* est devenue synonyme de produit à acheter d’urgence, et exclusivement, déclassant tous les autres, les chassant du marché, avant-garde plus jalouse de nettoyer, d’éliminer, d’exorciser toutes traces du passé — du dépassé — que d’aménager réellement un espace social plus libre, un mode de vie plus juste ou plus heureux. *Nouveau* est devenu un terme valorisant en soi et par soi, absolument : il ne s’agit plus de discuter les mérites du *nouveau*, mais seulement de s’assurer le bénéfice incontesté du label, problème de publicité ou de bluff, non pas du tout de valeur, de justesse, de cohérence interne, ou simplement d’utilité.

b) *Ordre*. Le terme évoque, surtout à l’échelle planétaire, un réseau de structures juridiques et de contrats commerciaux, un système de référence monétaire, un appareil décisionnel fondé sur le pouvoir des États-nations et sur son respect absolu — dût cette condition le paralyser ou le réduire à néant — à quoi semble pouvoir ou devoir s’ajouter aujourd’hui une notion de *système* économique.

Le tout relève à l’évidence d’une mentalité typiquement occidentale, réductrice des diversités ou différences données par la géographie, l’histoire, à une uniformité aussi géométrisable, symétrisable et comparable que possible — voire toujours un peu plus que possible.

Forme de pensée et d’organisation du réel spécifiquement occidentale. L’opportunité de l’étendre et de l’imposer (sans avertir) au monde entier n’est nullement évidente. Elle ne se défend que dans la seule mesure où elle « va de soi » — ce qui n’est pas le cas aux yeux de ceux que j’essaie de représenter ici.

La notion d’un ordre planétaire s’appliquant à des phénomènes à la fois économiques, ethniques et culturels apparaît dangereusement [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_04.jpg/full/full/0/default.jpg) arbitraire et réductrice ; elle évoque la vision du monde du bandit Procuste.

Au surplus : tout programme uniformisant — qu’il soit ou non conscient chez les agents de son application — joue en faveur du modèle occidental.

Peut-être est-il plus sage de penser que l’humanité ne forme pas *un* système, mais plusieurs ensembles plus ou moins cohérents, plus ou moins fermés, en relations aléatoires, de sorte qu’un malheur puisse être compensé plutôt que répercuté à l’infini ; ou puisse être circonscrit, comme un incendie.

c) *Économique*. Cet adjectif est bien sûr le plus sûr indicateur de l’origine occidentale du projet, ou, à tout le moins, de sa première formulation (ce qui revient à peu près au même.)

L’Asie n’a jamais cru à l’objectivité des relations économiques, à leur déterminisme intrinsèque. Cette croyance est purement européenne (xviie siècle « matérialiste », xixe siècle saint-simonien, xxe siècle marxiste). Marx est sans doute le penseur le plus irréductible à toute forme de pensée asiatique, africaine, amérindienne ou polynésienne. En dehors du complexe européen du xixe siècle, il est proprement inconcevable.

Un consensus mondial ne peut être conçu — rêvé, imaginé, projeté dans l’utopie — que sur la base d’un dialogue des *cultures* et de leurs valeurs décisives. De cela seul doit dépendre l’économie, dans la mesure où elle sert l’homme, au lieu de l’asservir.

d) *International*. Le terme implique que l’ordre des nations existe, qu’il est réel, qu’il doit et peut servir de fondement à tout « ordre » mondial imaginable.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_05.jpg/full/full/0/default.jpg) Or, un « ordre » mondial — et d’abord continental — ne saurait être imaginé sur la base d’éléments par définition hostiles à toute composition (au double sens du terme), et décidés à faire valoir leurs intérêts coûte que coûte : c’est l’élément national qui est responsable des deux grandes guerres mondiales du xxe siècle. Qui dit « international » *reconnaît* par là même le fait national et sa légitimité, c’est-à-dire ce qui rend impossible, par exemple, l’union fédérale de l’Europe. Il n’y aura jamais d’union continentale sur la base de cet obstacle à toute union (autre que militaire) qu’est l’État-nation — modèle typiquement occidental, élaboré par la Révolution française et mis au point par Napoléon en vue de la guerre, c’est-à-dire centralisé à l’extrême, uniformisé et uniformisant. La guerre étant l’ultima ratio de l’État-nation, on ne voit pas comment pourrait en sortir la paix, qui est la seule preuve du règne d’un ordre humain.

*Résumé des objections préalables*

La crise actuelle dans les relations entre l’Occident et le tiers-monde (ou entre le Nord et le Sud), crise qui explique le recours de toutes parts, à quelque forme de NOEI, a été provoquée au xxe siècle par les séquelles du colonialisme, lui-même entrepris par les trois plus anciens États-nations pour la raison fondamentale que tout État-nation en soi est une structure colonialiste : elle consiste à soumettre les peuples conquis (par la force ou par la ruse) non seulement à la loi du vainqueur, mais à ses formes de pensée, à sa mentalité, à ses modes de travail. C’est ce que les rois de l’Île-de-France, de Castille-Aragon et d’Angleterre imposèrent aux nations conquises à l’intérieur de l’Hexagone, de la Peau de Vache ibérique ou des îles de la Grande-Bretagne — nations bretonne, basque, catalane et occitane, écossaise, irlandaise et galloise —, avant d’appliquer les mêmes procédés aux peuples des trois Amériques, de l’Asie du Sud-Est et de l’Afrique.

Les conflits qui opposent aujourd’hui Occident et tiers-monde ou Nord et Sud, sont de structures homologues aux conflits qui opposaient naguère colonisateurs et colonies. Les Européens, par exemple, qui étaient encore il y a cent ans aux 4/5e agriculteurs et villageois, ont été colonisés [[p. 6]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_06.jpg/full/full/0/default.jpg) par la technique et l’urbanisme tout comme les Africains, les Indiens, les Brésiliens par l’industrie, les idéologies et la pharmacopée occidentale.

Nous sommes tous colonisés. Européens et peuples du tiers-monde, par un certain modèle mental qui a permis la civilisation industrielle scientifico-technique, et qui suppose : rationalisation, centralisation et quantification, c’est-à-dire réduction de tout, hommes et choses, à du calculable et manipulable à partir d’un centre ; espace géométrisé à exploiter ; États-nations centralisés ; centrales énergétiques ; guerre nucléaire.

Une seule différence importante : le système inventé en Europe a été essayé d’abord sur les peuples européens, et avec quel succès, pendant des siècles. Quant au tiers-monde, à peine libéré de notre présence bouleversante (mais si brève aux yeux de l’Histoire) il s’est mis à revendiquer le pire de notre héritage et le moins assimilable par ses traditions : le modèle de l’État-nation, le modèle de la productivité de l’industrie lourde.

Voilà qui explique mes objections au vocabulaire dans lequel s’expriment, depuis une vingtaine d’années, les auteurs de plans de NOEI : la plupart ont recours — généralement à leur insu — au *vocabulaire colonisant* qui est celui des États-nations centralisés, et qui transporte des valeurs, des structures, des modes d’évaluation et des mentalités qui, une fois acceptées, rendent inopérante la recherche de solutions « différentes ». Si vous parlez ce langage, les jeux sont faits, les conclusions préfabriquées.

Un dernier mot, dans cette mise en garde qui me paraît indispensable :

Je ne me sens à aucun titre autorisé par l’Europe du Centre pour exprimer son opinion sur le NOEI.

D’abord parce que l’Europe du Centre n’est pas une entité juridique, ni de pensée et encore moins d’action, ensuite parce que beaucoup, dans nos pays, pensent autrement que je ne l’exprime ici : citons simplement [[p. 7]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_07.jpg/full/full/0/default.jpg) les gouvernements et leurs clients directs, les grandes industries, les syndicats patronaux et communistes… Les obstacles que, pour leur part, il leur arrive d’opposer en fait au NOEI sont d’un tout autre ordre : ils ne relèvent pas de la nature même du projet, dont ils acceptent tacitement les prémisses théoriques et les implications économiques. S’ils opposent sur tel ou tel point du programme des résistances ou des refus, ce n’est en vérité qu’au nom d’intérêts économiques nationaux, ou de la politique d’un État, ou des plans de l’agrobusiness. Il s’agit là de problèmes relevant uniquement des catégories ou des mentalités correspondant au vocabulaire dont je viens de montrer l’action et l’efficacité secrète.

Mais je sais que je parle ici au nom d’une multitude de mouvements écologistes, régionalistes et fédéralistes européens, auxquels s’ajoutent nombre d’économistes d’avant-garde et les chercheurs de la plupart des instituts universitaires d’études du « développement », des relations intercontinentales, et du « dialogue des cultures ».

## II. Rôle de l’Europe de l’Ouest dans la problématique du NOEI

L’Europe du Centre, ou peut-être vaut-il mieux dire l’Europe de l’Ouest — en tenant compte du fait que le terme traditionnel de *Mitteleuropa* englobe aujourd’hui la majeure partie de l’Europe de l’Est, est l’élément fondamental de la problématique considérée, car :

— c’est elle, par le Portugal et l’Espagne, puis par l’Angleterre et la Hollande, puis par la France, qui a découvert le monde, qui l’a colonisé, et qui a propagé sur les cinq continents la formule politique de l’État-nation. C’est elle, plus tard, qui a créé, cette fois-ci avec les pays du Nord, du Centre et de l’Est, la science, la technologie, le commerce intercontinental, qui a élaboré les idéologies dont toute la Terre se réclame aujourd’hui (contre elle, d’ailleurs !), et qui [[p. 8]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_08.jpg/full/full/0/default.jpg) a, par tout cela, causé la crise mondiale actuelle — d’où les problèmes que le NOEI se donne pour tâche de résoudre !

Reprenons cela avec quelques degrés supplémentaires de précision.

1. « *C’est l’Europe qui a découvert la Terre entière, et personne n’est jamais venu la découvrir* ». Cette phrase, qui figure dans mon livre [*L’Aventure occidentale de l’homme*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1957aoh)[[24]](#footnote-24), et qu’André Malraux, quinze ans plus tard, mettra dans la bouche du général de Gaulle[[25]](#footnote-25), n’est pas un jugement de valeur, mais la constatation d’un fait, qui a fondé la possibilité de concevoir une civilisation universelle.

Il n’est pas inutile de rappeler qu’une culture comme celle de l’Inde brahamanique, interdisant aux membres de la caste supérieure de quitter le territoire de l’Inde, tout le reste étant impur, et une civilisation comme celle de la Chine qui tenait tous les non-Chinois pour des sous-hommes, ne pouvaient concevoir l’idée de « genre humain ».

C’est l’Europe qui a colonisé, exploité, civilisé à sa manière et souvent à leur corps défendant la plupart des peuples des quatre autres continents. Il serait faux de condamner, voire de nier purement et simplement, l’action civilisatrice, c’est-à-dire pacifiante, des lois apportées par « les Blancs » dans des contrées où jadis le massacre massif, le génocide, étaient érigés en procédés sacrés ou simplement réalistes de gouvernement.

C’est l’Europe qui a propagé au xxe siècle la formule de l’État-nation *jalousement* souverain, toujours dressé sur ses ergots quand on lui propose de négocier un contrat de coopération ou de solidarité, et subordonnant tout, en dernier ressort, à son « prestige », dont la composante principale est la puissance de l’armement dont il dispose. [[p. 9]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_09.jpg/full/full/0/default.jpg) L’État-nation de modèle jacobin-napoléonien, imité sans question par plus de 150 autres pays au cours des xixe et xxe siècles, est la forme la plus facilement transférable et imitable d’organisation sociale et politique d’une collectivité ; mais c’est aussi à cause de ses liens originels et structurels avec la guerre, celle qu’il était le plus dangereux d’imiter au siècle où les moyens de la guerre (armements nucléaires, chimiques, biologiques) ont dépassé le seuil critique de tolérance pour l’espèce humaine et son environnement.

Certes, l’Europe a inventé au cours des dix-sept siècles de sa christianisation progressive (et encore très incomplète) la féodalité puis la démocratie, le socialisme, l’État, la nation puis l’État-nation, dont le stade ultime est l’État totalitaire, qui est l’État de guerre en permanence, — et, à partir du xvie siècle, la science, la technique, l’industrie, le commerce intercontinental, et les idéologies capitalistes et marxistes qui ont permis, accompagné et prolongé ces créations. Mais si ces modèles continuent d’être copiés par le reste du Monde, sans critique fondamental et sans innovation, voire sans rupture créatrice, ils risquent d’aboutir très vite au déclenchement d’un phénomène de *rejet* de l’espèce humaine par la nature trop longuement provoquée, empoisonnée, pillée, au point que l’homme est en train d’y détruire les conditions mêmes de la vie, et en tout cas de la vie de son espèce.

Telles étant les responsabilités de l’Europe — positives et négatives, créatrices et destructrices, libératrices et oppressives — un fait trop peu connu doit être ici mis en lumière : c’est que l’Europe est aujourd’hui la seule partie du Monde radicalement *divisée* dans ses jugements quant à la nécessité, la possibilité et la désirabilité d’un *ordre économique mondial*, unique, cohérent, rationnel, c’est-à-dire de modèle occidental moderne.

2. Mais une question se pose alors : si les Européens sont profondément divisés sur ce problème, ne serait-ce pas qu’ils obéissent à au moins deux traditions ou mentalités différentes, opposées même ? — Bien sûr ! [[p. 10]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_10.jpg/full/full/0/default.jpg) et c’est là le trait d’histoire fondamental que le tiers-monde ignore le plus généralement, et que les Européens eux-mêmes, dans leur immense majorité, refusent passionnément de reconnaître.

Il y a deux traditions européennes, qui se combattent à des degrés de violence divers dans tous nos peuples.

Les Européens du xxe siècle ont été formés (sans le savoir) par des structures de pensée et des mentalités typiques auxquelles obéissent leurs coutumes et leurs vues sur le Monde — et qui toutes peuvent être rapportées à *deux grandes généalogies culturelles* (religieuses, philosophiques, éthiques, politiques, et donc aussi économiques en résultante).

a) *La tradition gréco-chrétienne* (Socrate, saint Paul) : communautaire, libertaire (opposant la Foi à la Loi, la « liberté des enfants de Dieu » au légalisme) et solidariste, qui aboutit à la démocratie fédéraliste par Augustin, Thomas d’Aquin, Giordano Bruno, Érasme, Calvin, Althusius, William Penn, Locke, Rousseau, *The Federalist*, Tocqueville, Proudhon et Bakounine, le socialisme et l’anarchie, les fédéralistes européens des années 1950, les écologistes et les régionalistes des années 1970…

b) *La tradition romaine impériale*, qui aboutit à la dictature totalitaire par les étapes historiques et doctrinales suivantes : premiers États nationaux (France de Philippe le Bel vers 1300 ; Espagne, sept royaumes aboutissant à Portugal d’un côté et de l’autre, Navarre, Aragon, Castille, réunis en 1512 ; Grande-Bretagne dès le ixe siècle, puis à partir de Hastings 1066). Machiavel, guerres de religion, Jean Bodin et la théorie du Prince, monarchies absolues, Hobbes, Hegel, Napoléon, Marx, le colonialisme, l’étatisme centralisateur, Lénine puis les fascismes et le stalinisme, le national-socialisme puis les régimes à dictature militaire dans le monde entier (sauf en Europe et en Amérique du Nord au moment où j’écris ceci.)

[[p. 11]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_11.jpg/full/full/0/default.jpg) 3. Le NOEI, tel que l’ont défini les nombreux auteurs qui en ont porté le souci depuis une dizaine d’années comporte peu de variantes importantes, mais en revanche de nombreux caractères communs dont les principaux sont les suivants :

— *l’usage rationalisé des biens matériels* fournis par la nature ou produits par l’industrie (de type occidental).

— *l’égalisation* (ou la péréquation) recherchée dans la répartition des ressources naturelles.

— *la division du travail* à l’échelle planétaire.

— *l’organisation des échanges* entre continents et grandes régions.

— *la gestion communautaire* des ressources naturelles.

— *le développement de banques mondiales*.

— *l’abaissement des barrières douanières*.

— *les transferts de technologie*.

— *la souveraineté sur les ressources du sol et la restitution des produits de l’exploitation (coloniale), etc*.

— et enfin, *l’intégration* à un « type de société qui serait l’expression d’une conscience unifiée de l’humanité » (Herrera).

4. De ces caractéristiques communes à tous les projets d’organisation planétaire de l’économie résulte à l’évidence — comme le soulignent la plupart des auteurs consultés — *qu’il s’agit en fait de l’extension mondiale d’un modèle occidental*.

Or, tout modèle occidental, quelque assoupli, adapté, différencié qu’on le veuille, se voit inévitablement marqué par l’utopie — si longtemps acceptée sans nul esprit critique — de la croissance industrielle illimitée servie par une production illimitée. Croyance évidemment réfutée [[p. 12]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_12.jpg/full/full/0/default.jpg) par le seul fait que la Planète est une sphère finie, mais que l’Occident — c’est-à-dire l’Europe du xixe siècle, les USA du xxe, puis l’URSS du « Nous ferons mieux que l’Amérique » a répandu de 1848 à 1968, sous le nom de Progrès, et que tous les peuples de la Terre ont adopté, comme les jeunes Européens ont adopté le jazz, le rock et les blue-jeans.

Le seul fait, incontestable, que le « nouvel ordre international » soit presque toujours qualifié « d’économique » est parfaitement révélateur de son origine et de ses buts réels : l’extension à tous les peuples du monde des croyances scientistes et des mesures matérialistes (remplaçant en fait les « valeurs » morales, philosophiques ou religieuses) de l’Europe bourgeoise du xixe siècle et de l’Europe stato-nationale (capitaliste ou marxiste) du xxe siècle.

Il est clair que nous sommes ici en présence d’un schéma bien connu de l’histoire des idées politiques européennes : c’est celui que l’on qualifie chez les doctrinaires du PC et chez les marxologues distingués de « marxisme vulgaire ». Il consiste à poser que l’*infrastructure* économique (sans aller beaucoup plus loin dans l’analyse de ces termes) « détermine » la *superstructure* politico-culturelle.

(Une des victimes les plus célèbres de cette illusion aura été Jean Monnet, dont toute l’action pour l’union de l’Europe a reposé sur ce postulat fondamental : celui qui commande les mécanismes de la production industrielle — charbon et acier dans le cas de la première Communauté instituée grâce à J. Monnet, la CECA — tient du même coup les réalités politiques. Il a fallu les décrets arbitraires du général de Gaulle se retirant pour un temps du Marché commun, non par raisons d’intérêt, mais au contraire par raisons de prestige, pour que « l’illusion de Jean Monnet » soit publiquement et concrètement réfutée, au grand dam des efforts les plus sincères pour unir les pays européens sur la base de leurs intérêts les mieux compris.)

Devant ce modèle scientiste, matérialiste, quantitatif, deux réactions sont toujours possibles :

[[p. 13]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_13.jpg/full/full/0/default.jpg) — celle, positive, des élites sociales et du personnel détenant les pouvoirs dans les États-nations constitués en Europe à partir de la Révolution française (1792) et de Napoléon (1805-1815), et dont la formule s’est propagée sur toute la Terre au xxe siècle (ils sont environ 160 aujourd’hui).

— celle critique, sceptique, contestatrice, objectivement ou violemment négative, au nom d’un autre idéal, des nouvelles générations européennes — écologistes, régionalistes, fédéralistes.

De quel autre idéal s’agit-il ?

D’un modèle de société qui, sans imaginer la suppression définitive de tous les conflits, dispose et *distribue* les pouvoirs de telle manière que même si l’un ou l’autre se trompe gravement, il ne puisse pas en résulter de catastrophe majeure pour l’ensemble continental ou mondial. Question de taille : régions substituées à États-nations ; défense locale à l’échelon communal ou régional substituée à une dissuasion nucléaire à l’échelon national ou continental.

5. Les États-nations, en tant que tels, acceptent les présupposés économistes d’un « ordre » mondial soumis aux impératifs de la rentabilité, de la productivité et de l’innovation technologique à tout prix, fût-ce au prix des équilibres culturels et naturels les plus précieux pour une communauté.

C’est qu’ils s’y reconnaissent, qu’ils y retrouvent les recettes de leur comportement politique vis-à-vis de leurs minorités ethniques ou de leur propre peuple considéré en tant que « consommateurs » ou/et « demandeurs d’emploi ».

Mais cette acceptation tacite, non critique, des *finalités* de la société industrielle scientifico-technique en croissance illimitée — ou plutôt ce refus de les mettre en question — n’implique pas que les [[p. 14]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_14.jpg/full/full/0/default.jpg) *moyens* d’une politique d’organisation mondiale de l’économie vont être consentis par les États-nations occidentaux (capitalistes et communistes identiquement).

Au contraire : chacun de nos États (que ce soit à l’Est ou à l’Ouest) s’empresse de déclarer, devant chaque ensemble de mesures communes proposées, qu’il n’acceptera :

1° que ce qui sert ses propres intérêts,

2° que ce qui n’empiète pas, si peu que ce soit, sur ce qu’il considère comme relevant de sa souveraineté nationale absolue.

Car nos États-nations ne regardent jamais les réalités mondiales sous l’angle des solidarités à établir pour le salut commun, mais seulement sous l’angle de l’influence qu’ils peuvent exercer dans tels continent ou subcontinent, influence évaluée en termes de prestige, de balance commerciale, et en dernier ressort (mais c’est rarement avoué) de potentiel militaire. La tradition de Machiavel et de Hobbes, modernisée par Lénine et Mussolini, ne prépare pas les peuples ni leurs dirigeants à considérer la *solidarité* internationale comme autre chose qu’une utopie « généreuse », donc ridicule, quand il ne s’agit pas d’une sournoise manœuvre suscitée par l’Étranger jaloux contre l’intégrité de notre nation. (Exception : en cas de crise très grave, la « solidarité » continentale peut servir de nom respectable à une stratégie de mafia, bien entendu transnationale.)

L’histoire des trois dernières décennies en Europe de l’Ouest fournit d’abondantes illustrations à la sévérité de ces remarques. (Mafia de l’énergie nucléaire, échec de la coopération agricole, échec des conférences sur le droit de la mer, refus au nom de la souveraineté nationale de mesures de protection de l’environnement, rejet au nom de la défense nationale de toute limitation des armes nucléaires ou de leur dissémination.)

[[p. 15]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_15.jpg/full/full/0/default.jpg) Les mêmes réflexes stato-nationalistes qui bloquent la fédération des peuples européens (en dépit du « lip service » que lui payent tous les ministres et chefs d’État) multiplieront nécessairement les obstacles à tout établissement d’un « nouvel ordre économique international », en dépit de toutes les résolutions adoptées par les congrès, colloques et conférences internationales sur le NOEI, ses finalités, ses conditions, ses voies et moyens de réalisation.

Les États-nations — comme les peuples, on peut le craindre — ne comprendront jamais qu’un seul langage : non pas celui de nos discours les plus persuasifs ni de nos livres les mieux documentés, mais celui des désastres consommés, des crises déclarées à grand bruit, des pénuries flagrantes. Seule, la *pédagogie des catastrophes*[[26]](#footnote-26) est capable de leur enseigner quoi que ce soit qui diffère tant soit peu des *utopies du Progrès matériel*, encore partout régnantes en dépit des démentis que leur infligent tous les jours toutes les réalités du temps présent.

6. Inversement, les forces nouvelles, encore minoritaires, mais peut-être décisives pour un assez proche avenir, dont on peut observer l’émergence dans les pays de l’Europe de l’Ouest, rejettent la plupart des présupposés du modèle occidental de NOEI, — mais en revanche, favorisent, cultivent et promeuvent les seules valeurs qui permettraient l’éventuelle réalisation d’un ordre planétaire digne du nom ; valeurs de solidarité, de coopération concrète, et de répartition des tâches, selon leurs dimensions, aux différentes communautés de taille correspondante : locales, communales, régionales (au sens de sub- ou transnationales), nationales, continentales, mondiales.

Aux yeux des écologistes, régionalistes et fédéralistes de l’Ouest européen, le NOEI apparaît comme une conception rationnelle visant à une sorte [[p. 16]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_16.jpg/full/full/0/default.jpg) de péréquation à l’échelle mondiale, à une comparabilité des quantités, pourcentages, prix, heures de travail, pouvoirs d’achat, calories, etc., toutes notions spécifiques de l’Occident moderne (industriel). Autant dire que le NOEI (officiel, admis par les gouvernements) cherche à remédier à la crise mondiale à l’aide de certains des instruments qui l’ont créée et des attitudes mentales qui empêchent les États-nations de réaliser ce « nouvel ordre ». Ces deux derniers mots d’ailleurs font problème, non seulement pour les raisons exposées au début de ce papier, mais parce que les caractéristiques du NOEI (voir les 33 thèmes proposés par le papier de présentation d’UNITAR) sont celles d’une *mise en ordre* plutôt que d’un ordre véritable, lequel supposerait un principe d’harmonie interne (moral, spirituel) qui n’apparaît pas. L’ordre préconisé est conçu comme cadre et programme, faisant intervenir à tout instant des notions d’égalité et d’égalisation, de réduction à des quantités comparables, à de l’homogène, à de l’échangeable ou interchangeable, ce qui va en sens contraire de la revendication générale des nouvelles générations, telles que le droit à la différence, à l’identité irréductible, tant personnelle que communautaire.

Les écologistes, les régionalistes, les fédéralistes, rejettent tous les notions de productivité sans freins sociaux ni culturels, de rentabilité qui ignore les coûts humains et naturels, de potentiel militaire qui ne veut compter qu’en mégatonnes d’explosifs non pas en volonté d’autonomie des groupes, des communes, des régions, c’est-à-dire d’une population de citoyens libres et responsables.

Ils rejettent les présupposés de tout modèle occidental impliquant la substitution de l’État-nation aux responsabilités civiques, seuls gages des libertés personnelles et de la vitalité des communautés.

Ils rejettent les calculs « d’experts » fondés sur une consommation gaspilleuse d’énergie qui serait censée doubler tous les 10 ans selon certaines projections des années folles 1970-1973. Ils ne croient plus à la fatalité d’une « explosion urbanistique » telle qu’on l’anticipait allègrement [[p. 17]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_17.jpg/full/full/0/default.jpg) dans les années 1960. Ils ne veulent pas d’un modèle occidental de « Progrès » s’imposant au Monde par la logique inexorable d’une croissance industrielle illimitée.

Ils savent, au surplus, que l’homme ne peut être libre que là où il est responsable ; et qu’il ne sera jamais responsable dans les villes énormes et les collectivités gigantesques des États-nations actuels. Ils veulent donc de *petites unités* sociales, économiques, civiques. Ils veulent des régions non des nations. Symboliquement, ils veulent des communautés mesurées par la portée de la voix d’un homme criant sur l’agora (Aristote), de telle manière que l’on puisse lui répondre, dialoguer ; ce que l’on ne peut pas faire avec les radios et les télévisions d’État, qui parlent à sens unique à des gens passifs, incapables de répondre donc d’être responsables au sens étymologique du mot.

L’avenir et la possibilité d’un véritable ordre mondial et de ses implications économiques nous paraissent donc dépendre largement de l’attitude civique, politique et culturelle ou spirituelle de nos contemporains en Occident, et d’abord en Europe.

## III. Pour un modèle européen très différent

Telles étant les responsabilités de l’Europe, comment donner une réponse positive à ce qui motive en profondeur la recherche d’un NOEI, bien au-delà des termes inadéquats de sa formulation présente ?

*Thèse*. — Ceux qui ont entrepris de créer l’Europe unie pensent que le modèle occidental qui règne aujourd’hui sur toute la Terre et qui vise à la Puissance des collectivités nationales ne peut conduire qu’au désastre. Il est urgent qu’il soit remplacé par un modèle qui vise à la Liberté.

La réalisation de ce second modèle par l’Europe de l’Ouest leur paraît seule capable de libérer nos contemporains de la *fascination* qu’exerce [[p. 18]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_18.jpg/full/full/0/default.jpg) sur eux le modèle industriel, non seulement dans le tiers-monde, en URSS, et depuis peu en Chine, mais en Europe même.

1. Il nous paraît dangereux de confondre d’une part *les effets d’une interdépendance subie* (constamment invoquée dans les textes officiels des Nations unies et de leurs organisations spécialisées relatifs aux problèmes de coopération globale et de NOEI, avec, d’autre part, les *prodromes d’une solidarité voulue*.

Tabler sur l’*interdépendance croissante* des pays du Nord et de ceux du Sud pour faire advenir le NOEI, c’est impliquer que l’on va poursuivre, dans des conditions toujours plus difficiles, il est vrai, et avec des marges de manœuvre toujours plus étroites, contraignant à des alternances d’agressivité et de défensive toujours plus serrées, une politique dont les finalités et le moteur restent la Puissance (stato-nationale) et dont l’aboutissement logique (peut-être le vœu secret) n’est autre que la guerre.

Au contraire, viser à la *solidarité des autonomes* c’est inaugurer une politique dont les finalités et le moteur sont la Liberté des personnes (et non le bon plaisir des collectivités armées) et l’autodétermination des peuples (au lieu de la « souveraineté » des États-nations.)

2. Les moyens d’une telle politique ?

À notre sens, rien ne servirait de proposer (ou pire : d’essayer d’imposer) une solidarité planétaire, s’il n’y a pas d’exemple, dans les pays techniquement développés, d’un ordre social solidaire, coopératif, libertaire, et *déjà réalisé* quelque part, de préférence là même où le mauvais modèle s’était constitué.

Le Dr Albert Schweitzer disait : « *L’exemple vécu n’est pas le meilleur moyen d’influencer les hommes. C’est le seul*. »

L’avenir d’une solidarité globale des autonomes, seule alternative au désastre économique planétaire et à la guerre nucléaire, se trouve donc lié à [[p. 19]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_19.jpg/full/full/0/default.jpg) l’avenir d’une fédération des régions ethniques, écologiques et civiques de l’Europe occidentale, comme exemple vécu d’un modèle post-industriel capable de libérer les peuples du tiers-monde de la fascination du productivisme machiniste.

3. L’avènement d’un régime de solidarité des autonomes ne saurait être l’affaire des économistes.

Cette instauration implique en effet une philosophie, une prise en compte des valeurs fondamentales et la mise à leur service de dynamismes économiques aujourd’hui subordonnés au seul profit (dans l’immédiat), mais d’une manière plus profonde et à plus long terme, ordonnés à la guerre et à sa préparation continue par les États-nations, aussi bien qu’à sa poursuite d’ores et déjà dans de nombreux domaines, économiques, notamment.

4. L’« ordre » souhaitable de la solidarité devrait se fonder dans une élaboration *concertée* (entre les Occidentaux et le tiers-monde) :

a) des *productions alimentaires*, diversifiées et optimalisées par régions, bien plutôt qu’échangées d’un continent à l’autre ;

b) des *techniques douces de production d’énergie* non polluantes et distribuées quant à leurs sources sur l’ensemble du territoire (énergies solaire, éolienne, hydraulique et biologique) ; ainsi qu’un parc d’outils et d’instruments nouveaux, mieux adaptés aux sols et aux hommes que les machines à moteur et consommant beaucoup moins d’énergie ;

c) du *régime de l’emploi*, restructuré selon les possibilités nouvelles crées par a) et b), un développement nouveau de l’artisanat et des techniques de réparation et d’entretien ;

d) des procédures d’*autogestion* partant du niveau communal d’entreprise locale, puis régionale, puis fédérative au niveau national parfois subcontinental ou continental le plus souvent.

Des *agences continentales* fourniraient toutes les informations nécessaires pour l’exercice de ces activités.

[[p. 20]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_20.jpg/full/full/0/default.jpg) Des *agences mondiales* pourraient remplir une fonction décisive dans des domaines tels que la protection des océans, l’exploitation concertée et la répartition des matières premières, la lutte contre les famines, pour ne citer que les plus urgents.

5. *Des modifications de structure politique* me paraissent préconditionner ces développements. Il devient de plus en plus évident que la formule de l’État-nation centralisé à souveraineté absolue est devenue incompatible avec la survie du genre humain, ne fût-ce qu’en raison de la puissance destructrice des armements dont ces États disposent pour défendre ou pour étendre cette souveraineté. Par quoi les remplacer ?

Nous l’avons dit plus haut : les *petites unités* territoriales, urbaines, régionales, sont les seules qui permettent au citoyen d’exercer ses responsabilités, donc de jouir de ses libertés : à partir de ces unités régionales ou « espaces de participation civique » doit et peut se construire un « ordre » acceptable par l’ensemble des populations de la Planète.

L’avantage des petites unités sur les grands États est lisible en clair dans toutes les statistiques des Nations unies et de l’OCDE, où très régulièrement les plus petits pays viennent en tête pour tous les indicateurs de développement non seulement quantitatif (revenu par tête, équipements ménagers, etc.), mais aussi *qualitatif*. (Le nombre de prix Nobel des sciences par rapport au nombre d’habitants en donne un bon exemple : la Suisse est largement en tête, suivie par le Danemark, les Pays-Bas, l’Autriche et la Suède.)

Bien plus. La substitution progressive des petites unités socio-économiques aux États-nations centralisés se trouve être à la fois un gage de paix, d’*impossibilité de faire de grandes guerres*, et un gage d’ouvertures nouvelles pour l’*emploi*, pour la *défense sur place*, et pour l’*aide technique* aux régions en crise.

6. Dans son dernier rapport, la World Bank (1979), contre toute attente, prend parti pour le modèle de développement que nous avons ici préconisé, [[p. 21]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_21.jpg/full/full/0/default.jpg) et que défendent par leurs livres et leur *militancy* des hommes tels que René Dumont, Ivan Illich, E. F. Schumacher, L. Mumford.

Il me paraît tout à fait remarquable que ces auteurs européens et américains du Nord naguère encore tenus pour des « contestataires » ou des « marginaux » dans les milieux gouvernementaux et parmi les experts internationaux, soient parvenus à faire admettre par les responsables de la World Bank que nos technocrates ne peuvent qu’aggraver les problèmes des pays en développement. Le tiers-monde devrait prêter la plus vive attention à des déclarations d’une telle portée.

7. Mais parmi les conditions préalables et *sine qua non* de tout établissement d’un « ordre » planétaire digne de ce nom, ou de ce que j’ai nommé la *solidarité des autonomes*, l’élément décisif est sans nul doute possible l’élimination de l’obstacle principal et final que constitue la guerre, sa préparation et les stratégies économiques qui implique cette préparation.

Le problème du NOEI ne sera jamais résolu sur les plans économique, technologique, social et culturel, tant qu’il restera posé par l’existence même des États-nations chargés de le résoudre.

Qu’il s’agisse de l’exploitation aberrante des ressources non renouvelables de la Terre ; de la prétendue crise d’énergie et du foisonnement des centrales nucléaires ; de la destruction des forêts et du plancton océanique (c’est-à-dire de l’oxygène nécessaire à notre vie), des famines ; de la désertification, de l’alimentation ici pléthorique, polluée, cancérigène, et là déficiente, alors que l’humanité produit, rien qu’en céréales, de quoi fournir 3000 calories par jour aux 4 milliards et demie d’individus qui la composent, tout se ramène, en dernière analyse, à la politique délibérée des États-nations souverains et à leurs stratégies orientées en fonction de la préparation à la guerre.

C’est pourquoi le seul moyen de faire aboutir les plans de solidarité des autonomes est de régler d’abord le problème du désarmement général.

[[p. 22]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19790924noei_22.jpg/full/full/0/default.jpg) Mais le seul moyen de faire aboutir les efforts demeurés jusqu’ici plus que vains, parce que dirigés par les États-nations eux-mêmes, en faveur du désarmement général, c’est de substituer à la formule de l’État-nation (né de la guerre et pour la guerre) une formule d’organisation communautaire, régionaliste et fédéraliste de nos sociétés.

Or on ne peut imaginer qu’un seul moyen non catastrophique d’imposer cette nouvelle formule communautaire : c’est de produire un exemple probant de sa réalisation, quelque part sur la Terre.

Et l’on ne voit guère qu’un seul continent où cette réalisation paraisse possible dans un avenir assez prochain : c’est l’Europe, c’est-à-dire le continent qui a donné naissance à l’État-nation, qui a été le premier à en subir les effets destructeurs de toute communauté, et des équilibres entre l’homme et la nature, le continent qui a donc toutes raisons d’être le premier à produire les anticorps du virus qu’il a sécrétés.

# [ddr19791122sperber] Manès Sperber ou « l’homme qui rappelle » (22 novembre 1979)[[27]](#footnote-27)

[[p. 1]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19791122sperber_01.jpg/full/full/0/default.jpg) Il est rare qu’on approche un *écrivain* par ce qui n’est pas littéraire dans son action ni dans sa création. C’est ce qui m’est arrivé avec Manès Sperber.

Je le connaissais depuis un quart de siècle comme militant de la liberté de l’esprit, engagés que nous étions tous les deux, dès 1950, dans une lutte commune et quotidienne, celle que mena, non sans quelque succès, le Congrès pour la liberté de la culture, en Europe de l’Ouest contre la fascination stalinienne, aux USA contre le maccarthysme, en Amérique latine contre les dictatures socialo-militaires de droite ou militaro-sociales de gauche et leurs effets dans les arts et les lettres, les mass médias, les droits de l’homme ou la recherche scientifique.

Nous fûmes des camarades d’action intellectuelle, politique au sens fort du terme, en confiance immédiate et jamais discutée, avant de nous être lus mutuellement, j’entends d’avoir lu l’un de l’autre autre chose que des appels, des manifestes, des textes pour des combats communs.

Ma vraie découverte de Sperber écrivain date de ma lecture relativement récente des trois volumes de son autobiographie : *Porteurs d’eau*, *Le Pont inachevé* et *Au-delà de l’oubli*[[28]](#footnote-28).

[[p. 1bis]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19791122sperber_02.jpg/full/full/0/default.jpg) La réussite incontestable de cette œuvre, éminemment *lisible*, de près de 800 pages, tient sans nul doute à l’art du romancier qui a su transformer cette réflexion critique sur l’époque autant que sur l’auteur lui-même en une histoire véritable, pleine de rencontres, de surprises et de suspense, de coïncidences significatives et de situations dramatiques, au point que le lecteur en oublie qu’il s’agit bel et bien d’évènements politiques, de conflits d’idéologies, de doctrines, de passions collectives. Tout ce qui serait chez d’autres débat d’idées devient ici dialogue, action, conflit ou amitié entre personnes réelles, entre personnes du drame de notre temps, saisies dans leur réalité psychologique autant qu’historique.

Ces trois volumes une fois refermés, on s’aperçoit qu’ils constituent en fait un ample et foisonnant essai sur les thèmes majeurs de l’histoire politique du xxe siècle. Le *socialisme* et le *communisme*, dont la lutte [[p. 2]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19791122sperber_03.jpg/full/full/0/default.jpg) fratricide en Allemagne aboutit au triomphe du national-socialisme d’une part, du stalinisme de l’autre, y sont saisis dans l’existence éthique et psychologique de l’homme européen, dans toutes ses effarantes diversités religieuses, nationales, raciales, et dans ses plus profondes contradictions, comme celle qui oppose en nous la *volonté de puissance* et la *passion de la liberté*, ou en d’autres termes : le désir d’exercer un pouvoir sur autrui (c’est la puissance) ou de l’exercer sur soi-même (c’est la liberté).

Pas une seule prise de position « européiste » dans ces volumes, mais en revanche l’œuvre est nourrie — comme peu d’autres aujourd’hui — d’une connaissance approfondie, vécue, des diversités de l’Europe, surtout de l’Europe de l’Est, de l’Europe germanique et de l’Europe francophone.

Manès Sperber naît dans une bourgade juive de la Ruthénie, c’est-à-dire d’un district de l’Ukraine rattaché à l’Empire austro-hongrois, et pendant toute son enfance, il se voit « obligé de se débattre que ce soit à l’école ou avec les domestiques de ses parents, entre cinq langues : l’ukrainien, le polonais, le yiddish, l’hébreu et l’allemand ». La guerre de 14-18 et l’avance des Russes obligent sa famille à se réfugier à Vienne, où il découvre la pauvreté. On l’envoie avec d’autres « enfants viennois sous-alimentés » passer un été à Amsterdam. À Vienne, il découvrira très tôt la psychanalyse d’Alfred Adler auprès duquel il travaille dès l’âge de 16 ans, et sur lequel il publie son premier livre, à 20 ans. Devenu psychologue professionnel, il donne des cours à Zagreb, séjourne longuement en Dalmatie, puis il quitte Vienne pour Berlin où il s’engage à fond dans l’action révolutionnaire communiste, tout en donnant des cours du soir sur la psychologie adlérienne. Il fait comme tant d’autres le pèlerinage de Moscou. Il assiste impuissant à la lutte fanatique du PC allemand contre la social-démocratie, qui permettra l’accession d’Hitler en 1933 à la chancellerie du Reich. Traqué par les nazis, arrêté, battu, emprisonné à Berlin, il est libéré en tant que sujet autrichien et part en exil à Paris, où le PC lui assigne la direction d’un institut d’études antifascistes. En 1937, bouleversé par le procès de Moscou, Manès Sperber se décide à rompre avec le PC. Il essaie de se refaire une vie à Vienne, comme psychologue. Mais survient l’Anschluss : nouvel exil [[p. 3]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19791122sperber_04.jpg/full/full/0/default.jpg) en France. Au début de la guerre contre Hitler, il s’engage dans l’armée française, puis après la défaite se réfugie avec sa femme en Suisse, pour s’y voir interner dans un camp, près de Zurich. L’épisode lui aurait laissé un souvenir très amer de notre pays, n’eût été l’intervention du pasteur Maurer et de sa femme, qui recueillent chez eux le couple Sperber avec leur bébé qui vient de naître. Manès Sperber leur rend un émouvant hommage dont je voudrais citer ici quelques lignes :

Le pasteur et sa femme vivaient et se comportaient comme les chrétiens du Sermon sur la montagne. J’avais toujours pensé qu’il devait exister des chrétiens de cette sorte, et voilà que j’en avais découvert dans ce presbytère de la Haldenstrasse. De tels êtres justifient non seulement leur propre existence, mais celle de nous tous sur cette terre ; c’est grâce à eux que la lumière brille même dans les ténèbres.

Dès la libération, les Sperber retournent à Paris, et c’est à ce moment-là que Manès se décide à devenir écrivain et d’abord à republier ses premiers romans. Il a quarante ans. Il va devenir citoyen français. Mais sa carrière littéraire se déroulera d’une manière très originale, voire sans exemple, que je sache, en partie double dirait-on, entre le monde germanique et la France.

Nous voici bien loin, semble-t-il, des origines ukrainiennes et du bourg juif, ou *shtetl*, de Zablotow. Mais elles expliquent pourtant toute l’œuvre de Sperber. On les y sent partout présentes, avec une sourde autorité. Lui-même se définit souvent par son éducation juive, biblique, dans la tradition hassidique qui régnait au début de ce siècle en Pologne, en Ukraine, en Galicie. Tradition « intégriste » dirions-nous aujourd’hui, *hassidim* signifiant fidèle et pur. Tradition à la fois rigoriste quant aux rites mais pénétrée d’une ardente espérance dans la venue toujours prochaine du Messie. Tradition dont Manès Sperber a gardé non la foi, mais l’exigence éthique de justice, de vérité à tout prix et d’espérance en dépit de tout, — sa ferveur révolutionnaire. Parlant de sa treizième année, à Vienne, et de ses premiers contacts avec le socialisme, il écrit :

J’avais cessé depuis bien longtemps d’obéir aux commandements et de respecter les innombrables interdits qui gouvernent la vie quotidienne d’un juif pieux, mais je vivais encore dans la même espérance que celle avec laquelle, enfant, j’attendais le Messie. C’était désormais l’activité révolutionnaire qui nous tenait lieu de messianisme. L’idée que ce monde ne peut pas durer, qu’il doit changer radicalement, qu’il peut devenir et deviendra meilleur, ne devait plus m’abandonner ; elle n’a jamais cessé de me guider.

D’où son *engagement*, [[p. 4]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19791122sperber_05.jpg/full/full/0/default.jpg) dès l’adolescence, au service de la liberté de *tous* les hommes par la lutte contre toutes les tyrannies, mystifications idéologiques ou pathologiques. Tradition dont il a gardé son sens d’une mission — je dirais dans mon jargon calviniste : d’une *vocation*.

Trois phrases tirées du dernier tome de l’autobiographie l’illustrent admirablement :

Depuis ma prime jeunesse j’ai toujours considéré qu’il était judicieux et par conséquent nécessaire que chaque être humain vive *pour* quelque chose.

Ou encore :

Depuis mon jeune âge *connaître* et *professer sa foi* étaient pour moi deux actes indissolublement liés.

D’où sa conception très engagée de l’œuvre littéraire :

*Toute œuvre est pour moi un appel toujours renouvelé qui doit éveiller le lecteur et m’éveiller moi-même*.

(Vous confierai-je qu’en tout cela, je sens quelque chose de fraternel entre le fils de pasteur que je suis et le petit-fils de rabin qu’est Manès.)

Cette exigence, d’origine religieuse, toujours restée décisive même chez l’athée qu’il est devenu dès son adolescence, lui donne une lucidité rare dans l’analyse du long aveuglement des partisans et militants communistes, sous Staline, et lui confère une valeur de témoignage unique sur l’aventure politique dominante du xxe siècle telle qu’il l’a vécue dans le drame, et telle qu’il a vu tant de chefs, d’intellectuels, et parfois de martyrs, la vivre avec lui.

Aujourd’hui, toute la publicité, tous les succès de vente vont aux virtuoses de la palinodie, à ceux qui jouent de la palinodie comme d’une trompette publicitaire ! Tout le succès va donc aux ex-staliniens, même et surtout quand ils se vantent de ne pas rougir de leur passé. Ex-maoïstes qui insultent leurs camarades d’hier au nom de leurs ennemis d’avant-hier, distribuant le blâme à gauche et à droite avec une arrogance qui elle seule reste invariable… Leur seul espoir est qu’on *oublie* tout ce qu’ils proféraient hier, non la notoriété qu’ils en avaient tirée.

[[p. 5]](https://iiif.unige.ch/iiif/2/rougemont/inedits/ddr19791122sperber_06.jpg/full/full/0/default.jpg) Manès Sperber a écrit pour sa part qu’il voudrait être « *l’homme qui rappelle* ».

Celui qui analyse l’époque avec toute la patience du biographe le plus cruellement objectif (contre lui-même s’il le faut) et l’amertume de l’autobiographe qui nous donne ses erreurs pour telles.

Mais surtout, à la grande différence des nouveaux libéraux, des nouveaux philosophes, des nouveaux ce qu’on voudra pour une saison, Manès Sperber n’utilise pas son expérience et ses erreurs anciennes pour servir sa gloire personnelle, mais pour en tirer des leçons — non de condamnation d’autrui, mais bien d’action. Il n’a rien renié de ses finalités, il voit mieux ce qu’il faut faire pour obéir à leur appel. Il est resté le militant, le responsable de l’espoir.

En fêtant aujourd’hui cette œuvre qui n’est pas seulement celle d’un homme, celle d’un artiste, celle de l’un des esprits les plus pénétrants parmi nos contemporains, mais qui est aussi la biographie de notre époque, votre académie a voulu attirer l’attention sur l’une des œuvres qui peut le mieux nous guérir de tant d’illusions flatteuses pour notre bonne conscience de libéraux, de démocrates, de libertaires, voire d’hommes de gauche. Une œuvre dure et grave, mais qui peut rallumer l’espoir messianique, malgré tout, de la reconstruction, au-delà des catastrophes imminentes, d’une communauté humaine digne du nom.

1. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 707. [↑](#footnote-ref-1)
2. [NdE] Publié en italien dans le *Dizionario enciclopedico*, Novarre, 1973, puis paru en français dans *Le Passe-muraille*, Lausanne, mars 1994, p. 1-2, sur la base d’un tapuscrit dont nous n’avons pas retrouvé la trace dans les archives. [↑](#footnote-ref-2)
3. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 730. Selon une note manuscrite et la signature du texte, il s’agit d’un discours prononcé le 13 mai 1973 lors de la séance de clôture du Congrès de l’Europe organisé à Londres du 11 au 13 mai 1973, sur le thème : « La société européenne de l’avenir ». [↑](#footnote-ref-3)
4. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 741. Selon un document annexé, il s’agit d’un discours prononcé lors d’une conférence-débat organisée le 4 mars 1974 à la salle communale de Plainpalais, à l’initiative du Groupement genevois d’action Franz Weber. Franz Weber et Denis de Rougemont y étaient les deux conférenciers. La fin du texte indique le 12 mars 1974, date à laquelle le texte de la conférence a probablement été mis au propre, sans être publié à notre connaissance. [↑](#footnote-ref-4)
5. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 746. Une note tapuscrite indique : « Original remis à M. Robert Hainard ; 40 photocopies à Franz Weber. » [↑](#footnote-ref-5)
6. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 767. Une note manuscrite indique : « Envoyé le 28 août, en recommandé. Proposé qu’ils acceptent les 4000 signes de trop, ou me soumettre propositions de coupes. » Une tierce main ajoute en rouge : « Août 1975. Pour anthologie italienne. » [↑](#footnote-ref-6)
7. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 967. [↑](#footnote-ref-7)
8. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 755. [↑](#footnote-ref-8)
9. Espagne, Portugal, France, Angleterre, Hollande, du xve au xixe siècle, et plus tard Allemagne, Italie et Belgique. [↑](#footnote-ref-9)
10. [NdE] La fin de la phrase est soulignée en rouge et accompagnée de deux points d’interrogation en marge. [↑](#footnote-ref-10)
11. En 1808, dans *La Philosophie du droit*, p. 324. [↑](#footnote-ref-11)
12. [NdE] Discours prononcé l’Université de Neuchâtel pour le centenaire de Pierre Bovet. Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 788. [↑](#footnote-ref-12)
13. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 792. Une note sur la version manuscrite indique qu’il s’agit d’un « Rapport pour le congrès de Gorée (Dakar) ». [↑](#footnote-ref-13)
14. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 792. Publié également dans *Écrits sur l’Europe*, Paris, Éditions de la Différence, 1994, tome ii, p. 596-599. Édition établie et présentée par Christophe Calame. [↑](#footnote-ref-14)
15. Les trois presqu’îles et île, en revanche, forment dès 1961 avec la Suisse et la petite Autriche (que leur neutralité a détournées de leur tradition triplement impériale) l’Association européenne de libre-échange (ou AELE), et ne rejoindront les Six qu’en ordre dispersé, Grande-Bretagne, Irlande et Danemark d’abord, pour former les Neuf, Espagne et Portugal probablement d’ici trois ans, mais rien ne se dessine encore pour les quatre autres. [↑](#footnote-ref-15)
16. Dès le début du xive pour la France de Philippe le Bel, et pour l’Angleterre des Édouard, un peu plus tard pour les rois de Castille-Aragon. [↑](#footnote-ref-16)
17. Toujours à l’exception de la Suisse, séparée du Saint-Empire dès le traité de Versailles, 1648, et de la République d’Autriche, à laquelle l’URSS dénie le droit de rejoindre les Neuf. [↑](#footnote-ref-17)
18. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 805. Le tapuscrit indique que la conférence a eu lieu à Bruxelles, le 7 mai 1979, à 11h. [↑](#footnote-ref-18)
19. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 817. Le tapuscrit indique que ce rapport a été rédigé « en vue de la rencontre du groupe d’animation du 25 au 27 septembre 1979 à Strasbourg ». [↑](#footnote-ref-19)
20. Le texte ci-dessous a été écrit en 1975 pour le recueil de mélanges qui devait être présenté au grand juriste belge Fernand Dehousse, décédé l’année suivante. [Le volume doit paraître à l’automne 1979](file:///Users/nicolas/Documents/Tout_est_la_13_09_2018/Rougemont2.0/ddr-site/ddr-site-inedits/ddr-site-inedits-1920-1985/•%09https:/www.unige.ch/rougemont/articles/1978-1981/ddr1979mfd). [↑](#footnote-ref-20)
21. Des agences fédérales pour l’économie et pour la recherche atomique existent déjà à Bruxelles (CEE) et à Genève (CERN). Elles sont intergouvemementales. Des agences privées sont en voie de formation : instituts européens de l’éducation (Paris) et de l’environnement (Bonn), dus à l’initiative de la Fondation européenne de la culture. [↑](#footnote-ref-21)
22. On peut le lire à peu près identique dans [*L’Avenir est notre affaire*, p 352 à 355](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1977aena/16#p352). [↑](#footnote-ref-22)
23. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 825. Il s’agit d’un rapport commandé par l’Institut des Nations unies pour la formation et la recherche (Unitar) en vue d’un congrès organisé à Mexico en 1979. On a intégré les corrections manuscrites en marge du texte. [↑](#footnote-ref-23)
24. Paris, Éditions Albin Michel, 1957, [p. 149](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1957aoh/7#p149). [↑](#footnote-ref-24)
25. Voir André Malraux, *Les Chênes qu’on abat…*, Paris, 1971. [↑](#footnote-ref-25)
26. Théorie exposée dans mon livre [*L’Avenir est notre affaire*](https://www.unige.ch/rougemont/livres/ddr1977aena), Paris, Stock, 1977. [↑](#footnote-ref-26)
27. [NdE] Édition réalisée sur la base d’un tapuscrit conservé à la Bibliothèque publique et universitaire de Neuchâtel sous l’identifiant 821. Il s’agit d’une version légèrement remaniée du discours (également présent dans le dossier d’archives) prononcé par Denis de Rougemont à l’occasion de la remise du prix européen de l’essai à Manès Sperber par la fondation Charles Veillon. La cérémonie s’est déroulée à l’Athénée (Genève), le 22 novembre 1979. Y prirent part également, entre autres, François Bondy et Jean Blot. [↑](#footnote-ref-27)
28. Publiés d’abord en allemand dès 1974, ils ont paru en France de 1976 à 1979 dans la belle et vivante traduction d’Edmond Beaujou. [↑](#footnote-ref-28)